

Mali : Le forum de Niono s'achève sur une note d'optimisme

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 09 NOVEMBRE 2020

724

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Remise de trophée

Le faux mea culpa de Mahmoud Dicko qui doit demander pardon au lieu de pardonner



Joe Biden : Les Africains doivent-ils se réjouir ?



Echec des négociations Etat-Syndicats des Administrateurs civils : La grève en illimité à partir d'aujourd'hui !



SAER GROUP C'EST:

**+ de 400
collaborateurs**

aux nationalités multiples, répartis au sein de
26 sociétés, qui oeuvrent tous au rayonnement
de la marque SAER.

SAER GROUP

Une	Remise de trophée : Le faux mea culpa de Mahmoud Dicko qui doit demander pardon au lieu de pardonner	P.4
Brèves	Le ministre KONÉ face aux confessions religieuses : « Il faut faciliter le dialogue intra et interreligieux »	P.11
	Rapport 2019 du vérificateur général : Une patate chaude dans la main du président Ba N'Daw	P.11
	Projet de budget d'État 2021 : Le ministre de l'Économie et des Finances entame les séances d'arbitrage politique	P.12
	Lutte antiterroriste : "Une dizaine" de jihadistes "neutralisés" au Mali par barkhane	P.12
	Farabougou : Les FAMA renforcent leur présence	P.13
	Entrepreneuriat jeune : Le programme TEF-PNUD compte accompagner 10.000 jeunes entrepreneurs	P.13
	Menaces sur l'application de l'article 39 : Adama Fomba met en garde	P.13
	Côte d'Ivoire : Comment la France à livre le président Affi N'Guessan	P.14
Actualité	Projet de développement des compétences emploi jeunes (PROCEJ) : Le Ministre Mohamed Salia TOURE visite un pôle de formation en entrepreneuriat piloté par l'APEJ	P.16
	Marquons Une Pause : Un atelier sur la vérification des faits à Tombouctou	P.17
Politique	Echec des négociations Etat-Syndicats des Administrateurs civils : La grève en illimité à partir d'aujourd'hui !	P.18
	Mali : Le forum de Niono s'achève sur une note d'optimisme	P.19
	18 août 2020 : Rupture ou réforme de l'existant ?	P.20
Culture & société	A la découverte de la culture soninké : Les soninkés : une ethnie, quelle origine ?	P.25
International	Joe Biden : Les Africains doivent-ils se réjouir ?	P.26
	Joe Biden, 46ème Président des États-Unis : Le défi relevé !	P.28
	Sénégal : Macky Sall opte pour un gouvernement d'ouverture	P.30
	Côte d'Ivoire : La crise électorale en six points	P.31
Sport	Liste Mali-Namibie : Des absents, des revenants et des néophytes	P.32
	Tirage au sort/ éliminatoires CAN U20 : Le Mali placé dans le groupe B avec la Mauritanie !	P.33



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

Remise de trophée : Le faux mea culpa de Mahmoud Dicko qui doit demander pardon au lieu de pardonner

Au lieu de demander franchement et clairement pardon au peuple malien pour avoir galvaudé sa lutte et trahi ses idéaux en échange de faveurs et de portefeuilles ministériels, Mahmoud Dicko prétend pardonner à ceux qui ont découvert et dénoncé ses pratiques. C'est l'hôpital qui se moque de la charité.



Il avait, du haut de la tribune du monument de l'Indépendance, dit aux Maliens qu'il regagnait sa mosquée pour désormais s'occuper de ce qu'il devait et savait faire le mieux : diriger les prières en tant qu'imam. Il n'aurait donc plus à s'occuper des basses affaires de notre monde. Le M5-RFP, instruit de ses multiples trahisons, comme pour lui dire bon débarras, a dans un document lu lors de son assemblée générale du 24 octobre 2020 déclaré « C'est le lieu pour nous de prendre acte de l'annonce de l'Imam Mahmoud Dicko de se consacrer désormais à sa mission de guide religieux. Il a d'ailleurs décidé de s'exprimer lui-même sur ce sujet au moment opportun ». S'exprimer ? On verra bien.

A la surprise générale, voici l'imam Dicko sortir à nouveau de la maison de Dieu pour recevoir une distinction dite trophée de l'homme de l'année 2020. La cérémonie est organisée par le Forum Libre, une organisation qui n'est pas encore très connue au Mali, qui a la particularité d'inviter ses heureux récipiendaires à mettre la main à la poche. C'était donc avant-hier samedi 6 novembre 2020 dans la salle de 1000 places du centre International des Conférences de Bamako (CICB) que l'imam Dicko devait être honoré. Contrairement aux précédentes sorties de l'imam avec le M5-RFP l'affluence n'était pas celle des grands jours. Malgré le temps d'attente observé, la salle était à peine remplie à

moitié soit environ 500 personnes en début de cérémonie. Où est donc « le propriétaire exclusif » des dizaines de milliers de personnes qui répondaient toujours présents aux appels du M5-RFP ? Ceux qui disaient que cette foule nombreuse adhérait plus à un combat qu'elle ne suivait une personne avaient-ils donc raison ? Le temps édifiera sur ce point. Quoi qu'il en soit, l'imam Mahmoud Dicko, utilisant le nom de Dieu et les hadiths de son Prophète Mohamed a encore essayé d'abuser le carré de ses derniers fidèles et peut-être au-delà d'autres maliens. Mahmoud Dicko est toujours attendu sur ses réponses aux graves accusations proférées contre lui par de nombreuses personnes, y



compris au sein du mouvement dont il était l'autorité morale il n'y a pas si longtemps. Il lui est reproché d'avoir trahi son propre camp aussi bien pour la désignation du président et du premier ministre de transition que pour celle des ministres en jouant une carte personnelle dans son intérêt exclusif. L'imam a promis de prendre la parole à temps opportun mais les observateurs avertis savent qu'il ne pourrait jamais le faire. Donc il utilise des pirouettes pour laisser le temps faire son œuvre par l'oubli.

Celle trouvée pour cette cérémonie a d'abord consisté à encenser Choguel Maiga, présent à la cérémonie qui a-t-il dit « **depuis que l'incident s'est passé, pas plus tard qu'hier, il n'y a pas un jour qu'il ne passe pas chez moi. Quand il vient, il ne m'a jamais appelé par mon nom. Il m'appelle « BERO** »

qui veut dire grand frère. Le grand frère national-là, c'est comme ça qu'il m'appelle. Il me le dit en Songhoï. »

En dehors de la volonté de divertir, qu'apporte la manière dont tel ou tel appelle Dicko au débat sur une trahison du peuple malien ? Et l'imam de poursuivre « **nous avons souvent des positions divergentes, mais ça n'entame à rien l'estime et le respect qu'on partage entre nous. Et je le partage avec tous les membres du M5-RFP. Je le dis et je le répète. Je n'en ai pas honte, je me suis associé à eux, mais je jure par Dieu que c'est eux qui m'ont respecté. Ils m'ont respecté, je dois le dire. Chaque fois qu'ils font une réunion, je ne pars pas aux réunions, mais, c'est une délégation qu'ils forment pour venir chez moi pour me dire c'est qui a été dit, c'est ce qui**

s'est passé. Si des gens font des choses comme ça, si ce n'est pas par respect, pourquoi feraient-ils cela ? c'est eux qui ont accepté de faire de moi leur autorité morale. Dire qu'un tel c'est notre autorité morale. Autorité dans le sens large du terme. C'est eux qui l'ont dit »

Et d'ajouter « **Donc, Beaucoup de paroles ont été dites, beaucoup de choses ont été faites. Et beaucoup ont demandé : Dicko, tu ne parles pas ? Tu ne dis rien ? Non ! Je vais dire quoi ? Je vais faire quoi ? »**

Simple comme bonjour Imam : avouer et demander pardon. Au lieu de cela l'imam Mahmoud Dicko joue à la victime et au bon samaritain « **si des gens qui me sont proches sont confrontés à un quelconque malentendu, moi, je dois faire preuve de retenue, de sagesse, je ne dois pas sortir, me lever comme ça et aller dire ceci et cela. Ce ne serait pas digne d'un homme lucide. Moi, je l'ai dit et je le répète, de tout ce qui a été dit, ce qui me fait mal, c'est que des gens que je dois rassembler se dispersent devant moi »**

Puis, grand seigneur, l'imam d'ajouter « **C'est eux qui l'ont dit. Donc ces gens-là, c'est eux qui m'ont respecté en premier. Si ça échoue, c'est donc moi le fautif, mais pas eux. Donc, moi, je demande humblement pardon à tout le monde. A tout le monde je dis : Je ne suis pas trop grand pour me tromper. Je ne peux pas avoir la prétention de dire que j'ai atteint la perfection.**





Je suis perfectible et critiquable.»

Personne n'a reproché à l'imam Dicko un échec politique, une insuffisance dans les actes posés ou une incapacité à maintenir la cohé-

sion du M5-RFP. Non, il n'a jamais été question de manque de perfection qui, bien évidemment est d'essence divine. Il a juste été question de trahison pour laquelle il doit s'expliquer et de-

mander pardon.

Au lieu de cela, Mahmoud Dicko prétend pardonner « **C'est peut-être moi qui ai échoué, pas eux. Si quelqu'un doit se remettre en cause, c'est moi. Si quoique ce soit a été dit sur Dicko, je répète, si c'est contre Dicko que des choses ont été dites, je pardonne.** »

Un tel acte de contrition peut-il mettre un terme à cette affaire de trahison ? Absolument pas car l'imam Mahmoud Dicko triche encore : « **Si ça échoue, c'est donc moi le fautif, mais pas eux. Donc, moi, je demande humblement pardon à tout le monde.** »

Dont acte ! Et c'est après tout ce respect et toute cette considération que « **l'autorité morale** » par goût du gain a osé trahir le M5-RFP en négociant dans son dos des faveurs avec launte regroupée au sein du CNSP. Car, encore une fois, il ne s'agit pas d'une insuffisance dans l'atteinte des objectifs fixés mais de trahison mûrie, planifiée et froidement exécutée par l'imam Mahmoud Dicko.

■ Mactar Sow

SAMA
Transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

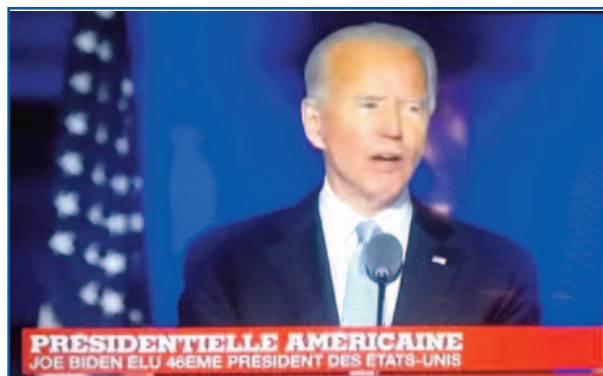
www.sama.money

Moussa Baba Coulibaly

Pouvoir et Communication !

Mises à part quelques rares exceptions, bon nombre de dirigeants des grandes puissances arrivent aux affaires avec une expérience acquise à des postes stratégiques. Rien qu'à voir leur maîtrise de la communication politique avec, parfois, des excès regrettables pour certains, on se rend que ces dirigeants ont eu un parcours et aussi ont une vision. Voyez la 1ère intervention de Biden après la confirmation de sa victoire : pas de paperasse en mains, chaque mot était bien choisi, le regard qui croise celui du public, tout à fait le contraire du style sous nos tropiques où le nouvel élu, lit, arc-bouté à son papier, un long discours ennuyeux.

Conclusion, voter ne doit plus se limiter à mettre un bulletin dans l'urne. Le vote est le dernier acte de l'électeur qui aurait, auparavant, analysé et approuvé le programme du candidat avec en sus sa capacité de convaincre, pas avec de l'argent ou du sucre et thé mais par la pertinence de ses arguments. En vérité, si un candidat ne sait pas communiquer, ou pire, s'il zozote, le programme qu'il propose ne sera pas compris et il ya le risque de confier nos destins à un homme qui nous aurait bernés.



Le Monde Afrique

Un groupe « politico-militaire » veut fédérer les insatisfaits de tout bord, dénonçant la gestion du président Issoufou et de son clan au pouvoir depuis près de dix ans.



Bennchico Savadogo

TOLO NI YAILAI "rire dans amusements"
J'ai frappé ma femme ce matin. Et depuis lors le pilon a disparu et quand nos regards se croisent, elle sourit. Je suis dehors pour le moment. SVP, ça veut dire quoi?



RFI Afrique

La politique étrangère de la future administration de Joe Biden n'est pas encore définie. Joe Biden est resté plutôt prudent sur la politique extérieure que son administration souhaite mener. Mais son équipe affiche des signaux positifs pour un rapprochement avec le continent africain.



Sur les réseaux sociaux, les internautes du continent s'en sont donné à cœur joie, face aux péripéties de la présidentielle américaine, qu'ils ont comparée à des situations africaines. Inversion des rôles, commentaires désopilants, l'imagination a été au pouvoir avant l'annonce de la victoire de Joe Biden.



Radio Guintan

Etats- unis : Joe Biden élu président.
Il est donc le 46e président des Etats -unis.
Avec lui une femme devient pour la première fois vice-présidente des USA. Il s'agit de Kamala Harris une Afro-américaine avec des origines indiennes. A.C



Figaro du Mali

PERSONNALITÉ DE L'ANNÉE: L'imam Mahmoud DICKO honoré



Le Centre international de Conférence de Bamako était plein craquer ce matin pour la remise des trophées de la personnalité la plus influente de l'année. L'autorité morale du mouvement du M5-RFP a remercié le "Forum Libre" pour cette marque de considération sur sa modeste personne. Il dit avoir dédié ses trophées aux responsables du M5, à l'ensemble du peuple malien y compris aux martyrs tombés lors du soulèvement populaire contre l'ex régime. Ce qui ne lui a pas empêché de déplorer des mésententes qui règnent au sein du M5 avant de prier au passage, pour le retour de la paix à Farabougou dans le Centre du pays.

L'heureux du jour ajoutera que la restauration de cette nation ne peut pas passer sans la réconciliation des coeurs et des esprits. Partant, l'imam Mahmoud DICKO laissera entendre que la jeunesse doit se serrer les coudes, se mettre debout pour chasser les démons de la haine et de la division dans notre pays.

Rappelons que notre confrère du Journal Indépendant, Moussa Sayon Camara a été aussi honoré par le "Forum Libre" pour le service rendu. Yacouba COULIBALY



YERI Bocoum

#YBC/YB

Comme dirait l'autre, « un tien vaut mieux que deux tu auras ». Cet adage semble coller à l'un des membres influents du Conseil Nation pour le Salut du Peuple (CNSP), le colonel MalickDiaw.

En effet après le coup d'Etat contre le régime d'IBK, le CNSP a placé la plupart des membres à des postes stratégiques au sein des organes de la transition. A l'exception du colonel MalickDiaw qui n'occupe aucun poste, le colonel AssimiGoita est nommé vice-président, le colonel major Ismaël Wagué, ministre de la réconciliation, le co-



lonel Sadio Camara, ministre de la défense et des anciens combattants et le colonel Modibo Koné a la sécurité et protection. La présidence du CNT, le seul organe restant à mettre en place peine à se concrétiser. Celui qui est pressenti à sa gestion, le colonel Diaw, voit son rêve de plus en plus éloigné.

Pour cause, depuis la nomination du président de la transition, sans consultation de la classe politique et les conditions de nomination du premier ministre peu orthodoxe, il sera très difficile pour le CNSP de passer par les manigances pour que le colonel Diaw soit à la tête du CNT.

Dernière pièce maîtresse manquante à la transition, le CNT devait être mis en place au plus tard fin octobre dernier, mais selon certaines sources, le blocage se situe au niveau de sa présidence. Le projet du CNSP de placer colonel Diaw à la tête de cet organe semble impossible aujourd'hui. Le M5-RFP est sur le pied de guerre. Lors de sa dernière conférence de presse, le mouvement du 5 juin, à la base du départ de l'ancien régime, avait revendiqué clairement la présidence du CNT et 30 places sur les 121 places prévues. Cette demande vient briser le rêve caché du colonel Diaw qui lorgnait ce poste de président depuis un certain temps.

Sauf coup de force, il serait difficile que le Président Bah N'Daw et son Premier ministre Moctar Ouane cèdent à une quelconque injonction du vice-Président AssimiGoita et ses camarades. Sur ce coup, Bah N'Daw joue sa crédibilité surtout que les moments sont difficiles pour les autorités de la transition avec la multitude de préavis de grève sur la table du gouvernement. Le risque sera trop grand de faire réveiller les démons du M5-RFP qui pourrait s'ajouter à la grogne sociale en ébullition.

En tout cas, le colonel MalickDiaw tombe mal. Il aurait pu se contenter d'un département ministériel comme ses autres camarades.

La rédaction

Source: La Priorité



Gouvernement du Mali

Actualité du Ministère De L'Emploi Et De La Formation Professionnelle Du Mali #Visite
Le ministre de l'Emploi et de la Formation Pro-



fessionnelle, Mohamed Salia Touré a visité ce matin un pôle de formation en entrepreneuriat, en Compagnie du Maire de la Commune VI. Ce pôle de formation qui est logé au complexe scolaire Tigana regroupe plus de 500 jeunes issus du District de Bamako sur les 1200 sur l'ensemble du pays.

Sur place le Ministre Touré est rentré dans les différentes salles de formations et a échangé avec les apprenants et les formateurs.

En s'adressant aux bénéficiaires, le ministre Touré a mis l'accent sur l'assiduité et la mise en application parfaite des méthodes de gestions dispensées par les formateurs.

SOURCE: CCOM/MEFP



Jeune Afrique

Alors que la Cour constitutionnelle doit annoncer les résultats définitifs de l'élection présidentielle ce samedi, Cellou Dalein Diallo, pour partie isolé, mise sur le retour de la « stratégie de la rue ».



Mamadou Oumar Sidibé

Grand Merci à Kalifa Dembélé, PDG du Groupe Scolaire Biasson pour l'honneur qui m'a été fait, d'avoir été choisi comme Parrain de la 1ère Promotion de Coupe et Couture du Centre Industriel et Commercial de Bamako. Félicitations à la direction de Biasson et à tous ceux qui ont contribué à rehausser cet événement. Aux 12 réciprocque, bonne chance !



Mossa Ag Attaher

•#Sport• #Cyclisme• #Jeunesse

C'est avec un immense plaisir que j'ai répondu à l'invitation de la #FÉDÉRATION #jeunesse MALIENNE DE #CYCLISME pour la 8e édition du Grand prix SOTELMA-MALITEL.

76 cyclistes venus de toutes les ligues régionales de la FMC ont pris part à la course de 72Km600 à travers la ville de Bamako.



Justice Mali Justice

La ville de Dire a été victime une fois de plus des bandits armés qui ont volé hier soir deux véhicules dans un garage plus des biens des particuliers aux environs de deux heures du matin. Ils étaient d'après les informations au nombre de quatre à bord d'un véhicule et cela un jour après le départ du détachement militaire à Goundam. Monsieur le gouverneur, Messieurs les ministres de la défense et de la sécurité aidez la population de Dire qui n'arrive plus à dormir et qui vit dans l'insécurité totale en envoyant les militaires pour les sécuriser.





Aboubacar Coeur Vaillant

USA: " Toundourou" a perdu la main. Seul Dieu est fort.



MOUNTAGA TALL

Très utile et fructueuse séance de travail ce 07 novembre 2020 entre une délégation de l'Organisation internationale de la Francophonie conduite par la Secrétaire générale Louise Mushikiwabo accompagné de S.E. Cheick Tidiane Gadio, Envoyé spécial au Mali et une délégation du M5-RFP. La suspension du Mali de l'organisation qui compte 88 Etats et gouvernements membres, avait été levée l'avant-veille de la rencontre (5 novembre).



Mali Barouba Junior

Collectif des amis de professeur clément Dembelé

Ouverture media
LE PAYS EST EN FEU

DICKO et ses partisans s'offrent des cadeau entre eux en guise de leurs Union qui a mis le pays dans le Chaos sans même pensée la part des 23 morts. Quel manque de couilles



PLANET

Planet Ananas

Planet Ananas

Planet Ananas

Planet Ananas

A base d'eau Supermont et de sucre Naturel

Le ministre KONÉ face aux confessions religieuses : « Il faut faciliter le dialogue intra et interreligieux »



Cu lendemain de la fête anniversaire du baptême du prophète Mahomet (PSL), le Dr Mahamadou KONÉ a rencontré les associations, structures et confessions religieuses, dans la salle de conférence du Gouvernorat de Sikasso.

« Nous avons un seul objectif : permettre une cohésion sociale et une cohabitation pacifique entre les différentes confessions religieuses dans notre pays », a balisé le ministre KONÉ. « Pour ce faire, nous ambitionnons de mettre en place un cadre de concertation pour faciliter le dialogue et la solidarité intra et interreligieuse », a-t-il décliné.

Car, a justifié le Dr KONÉ, « il y va de la paix et de la cohésion sociale au Mali ». « Nous avons un seul appel à lancer aux Maliens : la paix, la paix et la paix », a martelé le ministre KONÉ.

Cependant, a-t-il souligné avec force, « il y a un préalable à cette paix : le dialogue et le cadre de concertation ». « C'est la raison pour laquelle, nous allons mettre en place un cadre de concertation devant nous permettre d'élaborer une feuille de route et de pouvoir traverser ce grand désert de difficultés dans lequel nous sommes aujourd'hui embourbés, pour ne pas dire ensablés », a expliqué le Dr KONÉ.

Ce sera réunion trimestrielle, a-t-il précisé, « pour travailler à matérialiser ladite feuille de route consensuelle pour une Transition réussie au bénéfice exclusif du peuple malien, sans exclusive ».

« Toutes les confessions religieuses ont dit être prêtes à collaborer avec nous, sans réserve, pour la mise en place et le fonctionnement de ce cadre de concertation », s'est réjoui le ministre KONÉ.

« Cela nous reconforte davantage dans notre démarche », a-t-il conclu. Auparavant, le Dr KONÉ avait rendu visite aux notabilités du KénéDougou, réunies dans le vestibule traditionnel des TRAORÉ. Il s'agit des principales familles fondatrices de la cité historique : BERTHÉ, SANOGO, DIAMOUTÉNÉ et TRAORÉ.

Le porte-parole de ces familles, M. Abdoulaye TRAORÉ, a plaidé en faveur de la réhabilitation du vestibule traditionnel, « cadre de dialogue et de concertation pour apaiser le climat social entre individus, familles et communautés ».

Son rôle, a-t-il rappelé, est également important dans les cérémonies sociales : naissance, baptême, mariage, décès.

Source : CCOM/MARC

Rapport 2019 du vérificateur général : Une patate chaude dans la main du président Ba N'Daw



287 milliards de franc CFA d'irrégularités financières ont été décelées dans le rapport 2019 du Vérificateur général. Ce rapport va-t-il dormir dans les tiroirs comme les autres ?

En tout cas, ce rapport est considéré par bon nombre de Maliens comme la première épreuve à laquelle est soumis Ba N'Daw, président de la transition. Il épingle plusieurs structures de l'État notamment l'AMRTP, l'ORTM, l'OMH, le PPM et l'AMARAP et la Pharmacie populaire du Mali.

Remis au président Ba N'Daw le 30 octobre dernier, ce document est une compilation des irrégularités décelées dans l'administration malienne. Il concerne 31 missions de vérification dont 15 vérifications financières ou de conformité, 8 vérifications de performance et 8 vérifications de suivi des recommandations.

Parmi les structures vérifiées, on peut citer les représentations diplomatiques du Mali dans plusieurs pays notamment les ambassades du Mali à Washington, à Rome, à Madrid, à Abidjan, à Ouagadougou et au consulat de Douala. Il y a aussi les collectivités notamment la mairie de la Commune II.

Dans le secteur des mines, les examens de conformité ont concerné la SOMILO SA la société de mines de Goukoto, SOMISY SA, etc.

Dès lors que ce rapport a fait perdre 287 milliards de FCFA aux contribuables maliens, les yeux sont rivés sur le président Ba N'Daw. Va-t-il faire comme l'ex-Président Amadou Toumani Touré qui avait clairement dit qu'il n'allait pas jeter la honte sur les chefs de famille ou le Président IBK qui a toujours promis de transférer les dossiers aux juges sans le faire ?

En tout état de cause, les Maliens attendant Ba N'Daw qui, lors de la réception du document, a fait savoir que dès le lundi suivant les dossiers seraient mis à la disposition des juges. Les jours à venir nous édifieront davantage sur les réelles volontés du Président de la Transition.

Rédaction

Source : La Priorité

Projet de budget d'État 2021 : Le ministre de l'Économie et des Finances entame les séances d'arbitrage politique



Dans le cadre de l'élaboration du budget d'État 2021, le ministre de l'Économie et des Finances, Alousséni Sanou, a entamé les séances d'arbitrage politique, le lundi 2 novembre dernier. Elles interviennent après les séances d'arbitrage technique réalisées entre la direction générale du budget et les directions centrales et rattachées des différents ministères ainsi que les institutions de la République et les autorités indépendantes.

Les séances d'arbitrage politique constituent un véritable dialogue de gestion entre le ministère de l'Économie et des Finances et les ministères sectoriels ainsi que les institutions et les autorités indépendantes. Elles ont pour but d'affiner la qualité de la programmation budgétaire et d'accroître l'efficacité de la dépense publique de l'État. Elles permettent ainsi d'obtenir un consensus sur les allocations budgétaires prévues dans le budget d'État. Il s'agit de confirmer ou pas les allocations retenues lors de l'arbitrage technique et d'échanger sur les diverses préoccupations. Au terme de ces séances, un maximum de consensus sera dégagé sur les prévisions budgétaires afin de permettre au ministère de l'Économie et des Finances d'élaborer l'avant-projet de budget d'État qui sera présenté au Premier ministre lors d'un conseil de cabinet organisé à cet effet. Ensuite, le projet de budget d'État sera présenté en conseil des ministres pour son adoption et par la suite il sera approuvé par l'Assemblée nationale ou par ordonnance sous le nom de Loi de finances. Liste des structures concernées par les séances d'arbitrage du projet de budget 2021 :

1. Présidence de la République
2. La Primature
3. Les ministères
4. La Cour suprême
5. La Cour constitutionnelle
6. La Haute cour de justice
7. Le Haut conseil des collectivités territoriales
8. Le Conseil économique, social et culturel
9. Le Médiateur de la République
10. La direction générale de la Sécurité d'État
11. Le Commissariat à la sécurité alimentaire
12. Le Comité national de l'égal accès aux médias d'État
13. La Délégation générale des élections

Lutte antiterroriste : "Une dizaine" de jihadistes "neutralisés" au Mali par barkhane



La force française Barkhane a "neutralisé" une dizaine de jihadistes liés à Al-Qaïda dans le nord du Mali, dont deux ont été faits prisonniers, a indiqué samedi à l'AFP l'état-major de l'armée, quelques jours après avoir annoncé d'autres pertes au sein des groupes jihadistes. L'opération s'est déroulée vendredi soir à proximité d'In Tillit, à 80 kilomètres au sud de Gao (nord), a précisé le colonel Frédéric Barbry, porte-parole de l'état-major, évoquant une "zone de prédation" disputée par les deux grands groupes rivaux de la région, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) affilié à Al-Qaïda, et l'État islamique au grand Sahara (EIGS). Le groupe de combattants a été repéré par un drone et frappé par celui-ci avant qu'intervienne une trentaine de soldats appartenant au commando Montagne appuyés par deux hélicoptères d'attaque Tigre. L'opération s'est achevée au milieu de la nuit. Aucun détail n'a été communiqué sur les deux prisonniers. L'armée française n'a compté aucun blessé. "Cette opération coordonnée entre différentes composantes de la force Barkhane a permis (...) de saisir ou détruire leurs armements, leurs moyens de communication et une vingtaine de motos", a précisé par ailleurs un communiqué du ministère des Armées. Cette frappe est l'une des dernières liées à l'opération "Bourrasque", qui a mobilisé pendant un mois quelque 3.000 hommes, dont 1.600 de Barkhane, 1.100 Nigériens et 300 Maliens et qui a déjà revendiqué la mort de "plusieurs dizaines" de jihadistes, selon le porte-parole. L'EIGS avait été désigné en janvier dernier comme ennemi numéro un au Sahel par le président français Emmanuel Macron. Depuis, le GSIM, appelé aussi RVIM (Rassemblement pour la victoire de l'islam et des musulmans) par l'armée française, est monté en puissance. La semaine passée, lors de son premier voyage au Mali depuis le coup d'État d'août dernier, la ministre française des Armées Florence Parly avait revendiqué la "neutralisation" de 50 jihadistes liés au GSIM de Iyad Ag Ghaly.

Source : AFP

14. La Cellule nationale de traitement des informations financières
15. L'Autorité de protection des données à caractère personnel
16. L'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite
17. Le Bureau du Vérificateur général
18. La Haute autorité de la communication
19. La Commission nationale des droits de l'Homme
20. Les gouvernorats de régions du Mali et du district de Bamako

Farabougou : Les FAMA renforcent leur présence



Un échelon y est arrivé le vendredi 6 novembre 2020. ACM et AMP. Les FAMA y mènent des activités d'Actions Civilo-Militaires (ACM) et des Aides Médicales aux Populations (AMP).

Un largage des produits par Barkhane.

Le samedi 7 novembre 2020 Barkhane a largué à Farabougou une dizaine de colis. Il s'agit de 20 tonnes de riz conditionnés. Tous ces colis sont destinés à être distribués aux populations de Farabougou.

Forces Armées Maliennes

Menaces sur l'application de l'article 39 : Adama Fomba met en garde



Face aux mécontentements de certains syndicats par rapport à l'application de l'article 39 du statut particulier des enseignants du primaire, du fondamental et du secondaire, le porte-parole des syndicats de l'éducation signataires du 15 octobre 2016, Adama Fomba, est sorti de son silence pour faire une mise en garde.

L'application de l'article 39 du statut particulier des enseignants du primaire, du fondamental et du secondaire n'est pas du goût de tous les syndicats dans notre pays. En effet, l'Union nationale des travailleurs du Mali a déposé un préavis de grève de 72 heures allant du 18 au 20 novembre 2020. Dans son cahier de charge l'UNTM déclare : « Pour l'égalité de chances et de traitement, pour la non-discrimination

Entrepreneuriat jeune : Le programme TEF-PNUD compte accompagner 10.000 jeunes entrepreneurs



Le forum de réconciliation intercommunautaire à Niono a pris fin ce samedi. Une centaine de personnes dont des jeunes ont pris part aux assises de trois jours. A cette occasion, les jeunes ont interpellé les autorités pour le retour de la paix dans le cercle.

Notre mini-mag s'intéresse à un programme Tony Elumelu Foundation TEF en faveur de 10.000 jeunes entrepreneurs maliens. L'objectif de cette initiative du PNUD vise à former 3000 jeunes Maliens avec un financement pour leurs projets pour cette année. Le programme concernera 10.000 jeunes sur une durée de 3 ans.

Source : studiotamani

entre les travailleurs de même statut et de même catégorie l'UNTM exige l'octroi d'indemnité et de primes de spécificités par catégories à tous les fonctionnaires de façon équitable ».

Afin de bénéficier des mêmes augmentations salariales que les enseignants du primaire, du fondamental et du secondaire grâce à l'application de l'article 39 de leur statut particulier, les professeurs de l'enseignement supérieur aussi ont déjà observé une grève de 48 heures les 3 et 4 novembre derniers.

Face à cette situation, le porte-parole des syndicats de l'éducation signataires du 15 octobre 2016, Adama Fomba est sorti de son silence pour faire une mise en garde. «Les choses vont dans le bon sens. Toutes les dispositions sont prises pour que l'application de l'article 39 du statut particulier des enseignants du primaire, du fondamental et du secondaire commence ce mois de novembre 2020. Pour moi, l'application de l'article 39 de notre statut devrait être une satisfaction pour toutes les centrales syndicales parce que cela a permis d'amener la stabilité au niveau de l'éducation. Tous ceux qui s'opposeront à l'application de cet article 39 nous trouveront sur leur chemin. Nous pensons que l'UNTM est une grande centrale syndicale. Nous ne pensons pas que leur lutte soit de nous combattre, mais si tel est le cas, nous allons leur demander ce qui se passe réellement », a-t-il déclaré.

Salimata Diarra
Source: La Priorité

Côte d'Ivoire : Comment la France à livrer le président Affi N'Guessan

Le président Affi a eu tort de croire en la bonne foi d'un prétendu allié, au prix de quelle assurance, je ne saurais l'affirmer. Mais une chose est sûre, c'est que le Président Affi demanda l'asile le jeudi 06 novembre 2020, à la résidence de l'ambassadeur de France. Il y a passé la nuit et a été jeté dehors le lendemain matin au motif que l'Élysée refuserait de s'immiscer dans les affaires internes de la Côte d'Ivoire.

Ordre fut donné à l'Ambassadeur de France de regarder de très loin la crise socio-politique ivoirienne.

Me Pdt AFFI a donc passé toute la nuit du jeudi à la résidence de l'ambassadeur de France et le lendemain a été livré. Depuis le matin, il était piste et repéré. Lors de la conférence de presse du procureur ADOU, le Président Affi était déjà localisé.

Pis, après avoir livré le leader de l'opposition ivoirienne, les provideurs français ont envoyé un mail à tous les parents d'élèves des établissements français pour leur dire qu'ils ne sont pas concernés par le report de la rentrée scolaire. Ils disent reprendre demain l'école parce qu'ils sont sereins et leurs intérêts ne sont pas menacés. Dès cet instant, il est demandé aux élèves et Etudiants de Cote d'Ivoire de prendre les cars de ramassage de ces écoles et s'y rendre pour faire cours avec



leurs enfants.

Voici comment la France, pseudo ami du peuple ivoirien se comporte quand il s'agit de défendre les intérêts de ses marionnettes et fouler au pied la constitution des pays Africains. La France, en livrant Affi à ses bourreaux, sera comptable de tous les sévices qu'il subit en ce moment aux mains de ses geôliers. Le peuple ivoirien ne pardonnera pas cette dernière vue duplicité fatale à notre nation.

Nous prendrons nos responsabilités.

Source : COMITE DES RESISTANTS IVOIRIENS

SAER EMPLOI
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Leader des services de Gestion des Ressources Humaines et Paie en Afrique de l'Ouest



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Informations sur le numéro vert 80 00 22 22 de l'OCLEI

L'OCLEI a mis en place le **Numéro vert 80 00 22 22** le 9 décembre 2019. L'appel est gratuit.

Le Numéro vert permet aux citoyens de dénoncer des faits d'enrichissement illicite dont ils ont connaissance. Il est géré par l'Unité des Plaintes et des Dénonciations. Du 9 décembre 2019 au 30 septembre 2020, il a reçu 520 appels. Sur ce total, il n'y a eu que 6 dénonciations concernant l'enrichissement illicite, soit 1%. Le présent message est diffusé pour permettre aux citoyens de mieux identifier les cas d'enrichissement illicite, les personnes et les biens pouvant être dénoncés sur le Numéro vert 80 00 22 22 de l'OCLEI.

- **Qu'est-ce que l'enrichissement illicite ?**

L'enrichissement illicite est le fait pour un agent public d'avoir des biens ou un train de vie qui dépassent ses revenus légitimes.

- **Qui est agent public ?**

Par « agent public », il faut entendre fonctionnaire civil ou militaire, élu, contractuel de l'Etat ou des communes, conseils de cercle, conseils régionaux.

- **Quelles sont les personnes qui peuvent être dénoncées à l'OCLEI ?**

Tout agent ou employé de l'Etat, des communes, conseils de cercle, conseils régionaux, des entreprises d'Etat et des établissements publics, des associations reconnues d'utilité publique, des projets et programmes de l'Etat.

Toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

- **Quels sont les biens susceptibles d'être dénoncés ?**

Les maisons, les immeubles commerciaux, les champs, les fermes, les parcelles non bâties, les comptes bancaires, les valeurs en bourse, les actions dans les sociétés, les assurances-vie, les bijoux de valeur, les véhicules à moteur, les fonds de commerce, le cheptel.

Pour plus d'informations, appelez le Numéro vert 80 00 22 22 ou écrivez à info@oclei.ml

Merci pour votre soutien à la lutte contre l'enrichissement illicite.

Bamako, le 13 octobre 2020.

Projet de développement des compétences emploi jeunes (PROCEJ) : Le Ministre Mohamed Salia TOURE visite un pôle de formation en entrepreneuriat piloté par l'APEJ

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle a visité ce vendredi, 06 novembre 2020, le pôle de formation en entrepreneuriat dans le cadre de l'exécution du Projet de développement des compétences emploi jeunes (PROCEJ) essentiellement financé par la Banque Mondiale.

Ce pôle est logé dans le complexe scolaire Tigana à Niamakoro Cité Unicef à quelques jets de la Cité des enfants.

Sur place, le Ministre TOURE a visité les différentes salles de formation et a échangé avec les apprenants et les formateurs en compagnie du Maire délégué, du Directeur Général de l'APEJ, du Coordonnateur du PROCEJ, du Censeur du Lycée et de plusieurs autres membres du Cabinet, de l'APEJ et du PROCEJ. Il a notamment suivi avec intérêt les commentaires fournis par le Directeur Général de l'APEJ, M. Yaya DAO, le Coordonnateur du PROCEJ, M. Drissa BALLO, et le représentant du Maire de la Commune VI, M. Bakary DEMBELE. Les apprenants répartis dans une dizaine de salles sont organisés en petits villages avec des chefs désignés dont plusieurs jeunes dames. Les villages ont pour noms Barakébougou, Bendougou, Nientadugu, Benbougou, etc.

A son démarrage en 2015, le programme avait recueilli quelques 54 000 postulants sur lesquels 10 000 ont été sélectionnés et formés en entrepreneuriat en trois vagues. Le PROCEJ a également atteint l'octroi de fonds de démarrage à 1 200 jeunes pour la création ou la consolidation de leurs micros entreprises, la mise à jour de 1 060 plans d'affaires parmi les bénéficiaires des fonds de démarrage des vagues 1 à 3, l'octroi de fonds complémentaires à 500 entreprises fragiles, l'accompagnement de 720 micros entreprises vers le système de crédit à travers le FARE, le suivi accompagnement de 3 615 micro-projets par les ONG, la formation de 3 000 jeunes sortants



des dispositifs de formation professionnelle (apprentissage formelle et non formelle) du FAFPA et de la DNFP. C'est ce dernier objectif dont la mise en œuvre concerne toutes les Régions du Mali pour 1 200 jeunes au titre de la vague 4 (dont 543 à Bamako) qui fait l'objet de notre visite aujourd'hui.

En effet, la revue à mi-parcours du PROCEJ a recommandé la mise à disposition de fonds supplémentaires au profit de l'APEJ en raison des performances enregistrées lors du pilotage des 3 premières vagues de quelques 10 000 bénéficiaires. Une partie de ces fonds visait à octroyer des kits/fonds de démarrage à 1 200 jeunes promoteurs de micros entreprises dénommées bénéficiaires de la vague 4. Il s'agit de 1 403 jeunes formés par la DNFP et 1 194 formés par le FAFPA.

Les jeunes sortants des dispositifs classiques et formels de la Direction Nationale de la Formation Professionnelle (DNFP) et du Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA) ont été cartographiés par les animateurs mobilisés par l'UCP du PROCEJ avant d'être transférés sur le volet de l'APEJ. Ceci constitue un indicateur important de la mise en œuvre du PROCEJ et un facteur démontrant la synergie entre les structures du Département de l'emploi.

En s'adressant aux jeunes, le Ministre Mohamed Salia TOURE, qui a pu apprécier quelques échantillons de produits alimentaires fabriqués par les jeunes, a mis l'accent sur l'assiduité et la mise en application correcte des méthodes de gestion inculquées par les formateurs. Le Ministre s'est également félicité de la synergie d'actions en remerciant la Banque Mondiale et en félicitant l'APEJ, le PROCEJ et les autres intervenants pour la qualité du pilotage du programme. Après Bamako, le Ministre visitera d'autres pôles dans les régions. En tout, 42 sessions sont prévues au profit de 3 000 jeunes.

Le PROCEJ vise globalement à dynamiser le tissu économique de notre pays à travers le développement de l'initiative privée et la création d'emplois.

La population du Mali est majoritairement jeune. Les personnes de moins de 36 ans représentent environ 68% de la population. Cette proportion fait du Mali l'un des pays les plus « jeunes » au monde, avec donc a priori un fort potentiel d'actifs. Ce défi constitue également un atout, parce que qui dit jeune dit main d'œuvre potentielle, activité et créativité.

CICOM APEJ 06 11 2020

Marquons Une Pause : Un atelier sur la vérification des faits à Tombouctou

Le bureau de la Communication de la MINUSMA à Tombouctou a organisé le 5 Novembre 2020 un atelier à l'intention des journalistes, animateurs de radio et blogueurs sur le phénomène des « fake news » et la vérification des faits.

L'atelier entre dans le cadre de la campagne « #MarquonsUnePause », lancée au niveau mondial par les Nations Unies afin de freiner la vague de désinformations, d'intox et de manipulations dont les réseaux sociaux sont devenus les vecteurs depuis le début de la crise sanitaire liée à la COVID-19. Cette nouvelle initiative des Nations Unies vise à repousser la vague de mensonges et de haine qui s'est élevée parallèlement à la pandémie de Covid-19, en donnant aux populations du monde entier les moyens de partager des informations précises pour aider à sauver des vies et promouvoir la solidarité mondiale.

A Tombouctou, une trentaine de participants, animateurs radios, journalistes et blogueurs, a pris part à cet atelier qui a duré une journée. Il s'agissait pour la MINUSMA d'aider les professionnels des médias à mieux appréhender le phénomène des fausses informations ap-

pelées aussi "fake news" mais aussi à les repérer.

« Cet atelier est destinée à ceux qui ont la charge d'informer les communautés dans le contexte spécifique de la région. L'information est un droit. Les journalistes ont le devoir de vérifier toute information qu'ils produisent parce que leur travail consiste à obtenir des informations et à les publier, dès lors qu'elles sont justes, et qu'elles ne mettent personne en danger », a indiqué Abel Kavanagh, du bureau de la Communication de la MINUSMA, à l'ouverture de l'atelier, tout en précisant que cette formation s'inscrivait dans le cadre de la campagne #MarquonsUnePause.

L'atelier était consacré aux techniques de vérification des faits diffusés sur Internet, avec un accent particulier sur les outils de lutte contre les fausses informations diffusées sur les réseaux sociaux.

Les exposés et les projections de vidéos ont été suivis de discussions. Elles ont porté sur le cadre légal relatif à l'utilisation des réseaux sociaux au Mali, notamment la loi n° 2019-056 portant sur la répression de propos injurieux ou diffamatoires.

Pour certains participants qui entendaient parler de "fake news" pour la première fois, cet atelier a été une véritable révélation. De l'avis de Mariam Soumaré, animatrice à la radio Tahanint, « les échanges ont permis de comprendre les enjeux et les défis de la bonne information, surtout pour construire la paix et favoriser le vivre ensemble ».

Au-delà de comprendre le phénomène des « fake news », l'atelier a également permis aux participants d'avoir « un autre regard sur leur manière de travailler et d'informer les populations ». C'est du moins l'avis de Mahamane Elhadj connu sous le nom de Elhadj Bey'tallah, dont le compte Facebook jouit d'une grande popularité en raison des vidéos retransmises en direct sur les événements quotidiens de la ville. « Je ne saurais dire combien ces échanges vont être utiles pour moi. Je ne vais pas seulement informer ; je vais désormais mieux informer ceux qui suivent ma page ! », a-t-il affirmé.

À la fin des travaux, les participants ont été invités à inscrire leur pratique quotidienne dans la logique de la campagne des Nations Unies : prendre le temps, faire une pause et réfléchir avant de partager sur les réseaux sociaux et sur les ondes toute information.

**Source : Bureau de la Communication
Stratégique et de l'information publique
de la MINUSMA**



Echec des négociations Etat-Syndicats des Administrateurs civils : La grève en illimité à partir d'aujourd'hui !



La grève de 15 jours des syndicats des administrateurs civils et des agents des collectivités devait normalement prendre fin le week-end dernier. Mais comme Malikilé l'avait souligné, il n'y a rien à s'en réjouir, car le collectif des syndicats des Administrateurs civils, des travailleurs du Ministère de l'Administration Territoriale, des Travailleurs des Collectivités Territoriales et ceux des Agences Régionales de Développement vient d'entamer une grève illimitée sur l'ensemble du territoire, après l'échec du round de négociations de dernière chance tenu le vendredi dernier. Une réponse ferme des syndicalistes face à ce qu'ils considèrent comme un mépris de l'Etat à leur égard !

L'arrêt de travail de 15 jours a déjà perturbé le fonctionnement normal de l'Administration générale et négativement impacté la vie des citoyens maliens. En d'autres termes, il n'y avait pas d'Etat depuis le 19 octobre dernier, et la saga continue désormais jusqu'à ce que l'Etat consente à y mettre fin en faisant un effort de plus pouvant amener les grévistes à mettre un peu d'eau dans leur vin ! Des efforts, le gouvernement en a fait pour ce qui concerne les points 7 et 11 qui ont fait l'objet d'accord, et les points 5 et 9 qui ont fait objet d'accord partiel, contre 7 points sur lesquels il n'y a pas d'accord du tout ! Mais cela semble insuffisant aux yeux des syndicalistes.

Il faudra à présent gérer les conséquences de ce désaccord, car loin de fléchir, le pool de syndicats grévistes a décidé d'appeler ses militants à observer le mot d'ordre de grève, et ce dès ce lundi 9 novembre sur l'ensemble du territoire national. On se souvient qu'après la marche du 15 octobre 2020 pour exiger des autorités la libération de leurs camarades Ali Cissé, Sous-préfet de Farako (Ségou), et Drissa Sanogo, Préfet de Gourma-Rharous, tous deux enlevés par des inconnus, les syndicats des Administrateurs civils et des travailleurs du Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Territoriales, des ADR, avaient fini par mettre en exécution leur préavis de grève de 15 jours depuis le 19 octobre 2020.

Une grève suivie à la lettre par leurs militants, comme le sera sans doute le nouveau mot d'ordre de grève illimitée qui commence aujourd'hui. Il faut tout de suite dire que cette cessation de travail en continu va tout chambouler, comparé aux conséquences de celle des 15 jours qui a fortement perturbé le déroulement du processus électoral, la révision des listes électorales, lancée le 1er octobre et officiellement clôturée le 31 octobre, ayant pris un sacré coup, à même d'impacter la bonne organisation des élections sur lesquelles tous les espoirs se fondent pour la renaissance du Mali. En effet, cela pourrait avoir des conséquences sur la durée de la transition

fixée à 18 mois par la CEDEAO !

Pire encore, cela ne constitue en fait que la face visible de l'iceberg, car c'est l'Administration générale au Mali qui se voit désormais réduite en sa plus simple mesure, l'Etat ne fonctionnant réellement qu'à travers les informations et les renseignements recueillis au niveau des sous-préfectures et préfectures et jusqu'au niveau national et qui sont remontées à travers des messages RAC des préfets et sous-préfets. Tout cela sera désormais à l'arrêt à partir de ce lundi 9 novembre. Autrement dit, depuis le 19 octobre, il n'y a pas d'Etat au Mali, tous les canaux de communication de l'Administrative, à part les gouvernorats, étant bloqués.

Autrement dit, l'Etat malien n'a aujourd'hui aucun moyen de contrôle sur l'intérieur du pays, les préfets et les sous-préfets, les agents des collectivités territoriales étant ceux qui constituent la chaîne de transmission pour la remontée des informations au niveau de l'Etat central ! Avec le constat d'échec des négociations, toute la question est de savoir quand est-ce que les autorités de la transition vont prendre à bras-le-corps les revendications des syndicats grévistes pour éviter le chaos qui se dessine avec le déclenchement de cette grève illimitée ?

■ Yama DIALLO

Mali : Le forum de Niono s'achève sur une note d'optimisme

Au Mali, le forum de Niono s'est achevé ce week-end après trois jours de discussion entre autorités, notables et représentants communautaires et religieux. Ce rendez-vous avait débuté le 5 novembre en présence de quatre ministres pour tenter de trouver une issue au conflit intercommunautaire meurtrier qui oppose la communauté peule aux chasseurs traditionnels dozos dans ce cercle de la région de Ségou.



« Désarmer tous les détenteurs illégaux d'armes », « assurer la protection des personnes et de leurs biens » et « multiplier les cadres de concertation intercommunautaire » dans le cercle de Niono : les principaux engagements figurant dans la synthèse de la rencontre, que RFI a pu consulter, satisfont la plupart des participants.

« On a senti un changement, affirme ainsi avec satisfaction un participant. Les ministres veulent sortir de la logique des milices. » Pour lui, le principal succès de ce forum consiste en l'engagement de l'État à « désarmer tous les détenteurs illégaux d'armes », c'est-à-dire les chasseurs traditionnels dozos, accusés par la communauté peule de s'en prendre arbitrairement à eux. Quant aux combattants jihadistes, « ils étaient déjà concernés puisque l'État les combat », traduit un élu local.

L'État s'engage également à « assurer la pro-

tection des personnes et de leurs biens » et à « multiplier les cadres de concertation intercommunautaire ». En marge du forum, une rencontre cruciale s'est d'ailleurs tenue entre les nombreux chasseurs dozos qui

avaient fait le déplacement et les représentants de la communauté peule.

Un engagement à cesser les hostilités

Sous l'égide d'un marabout du Macina réputé pour ses succès dans le dialogue intercommunautaire et du Haut conseil islamique, les chasseurs dozos et la communauté peule se sont engagés à cesser les hostilités. Les jihadistes actifs dans la zone n'étaient pas représentés « mais il y avait des personnes qui transmettent les messages », assurent certaines personnes présentes.

« C'est très positif », estiment plusieurs participants. Certains expriment une grande confiance. D'autres attendent de voir ce qui se passera, sur le terrain, dans les jours qui viennent. Une satisfaction globale s'exprime donc, même si des doutes persistent. « L'État a-t-il les moyens de faire respecter ces engagements ? », s'interroge un élu du cercle, qui attend de voir comment évolueront les choses.

Au terme du forum, l'implication du gouvernement a été saluée. « Les ministres nous ont écoutés. Nous avons tout dit devant eux et ils nous ont répondu », témoigne un élu.

« Mais les jihadistes n'étaient pas là, regrette un autre. Ils veulent appliquer la charia et on n'a, à aucun moment, parlé de cela. » Ce maire d'une commune du cercle ne cache pas qu'il regrette le report de Niono avec ses inquiétudes.

Source RFI



18 août 2020 : Rupture ou réforme de l'existant ?

L'avènement d'un nouveau Mali "le Mali kura" est aujourd'hui, la vive attente d'une majorité de Maliens. Ce « Mali kura » tant désiré et souhaité nous tombera-t-il du ciel comme un fruit mûr ? Ou sera-t-il le fruit du labeur des hommes et des femmes réunis sur la terre nourricière du Mali ? Le "Mali kura" sera-t-il bâti à la sueur du front des fils et filles à l'appel du Mali ? Ou attendrons-nous que d'autres viennent nous le bâtir comme dans un conte de fée ? De manière unanime, les Maliens sont d'accord que le changement est la condition sine qua non de l'avènement du "Mali kura". Or nous constatons que les multiples changements et crises, qui ont affecté notre pays ces soixante dernières années d'indépendance, n'ont pas pu le préserver d'un cyclique chaotique du retour au point de départ. Enfin, quel changement fera émerger le "Mali kura" des cendres du Mali ?



Changement & Crise

Le changement et la crise relèvent de l'évolution normale de la société. Dans cette dimension sociétale, le changement est un processus continu et progressif qui nous entraîne passivement dans son cours et nous amène à nous adapter à diverses situations ou faits socioculturels. La crise, par contre, envahit la société et l'arrache parfois brusquement à ses certitudes et convictions. Elle déstabilise la société et la plonge dans le désespoir, le doute et la violence dans certaines circonstances.

Nos changements d'hier à nos jours.

Le changement constaté dans la gouvernance de notre pays jusqu'à nos jours a consisté à un remplacement des visages, voire une substitution de personnage dans le même système programmé pour générer ce que nous déplorons tous aujourd'hui. Contrairement à ce que pensent plusieurs d'entre nous, le système en question n'est pas spontané, ni improvisé au

gré des événements, des régimes ou des acteurs du jour. Le système en place, qui détruit notre nation, régime après régime, est très bien structuré et solidement ancré dans notre culture administrative et de gouvernance. Il tient, par ailleurs, sa force et sa vitalité de son mode d'adhésion à travers des critères rigoureux de sélections. En effet, les acteurs de notre administration se dérobent à leurs devoirs et obligations pour s'adonner à cœur joie à la jouissance de leurs privilèges. Ainsi, de

nos jours, l'administration est convoitée par tous, non pas pour son rôle et son utilité prépondérante dans la vie et le devenir de la nation, mais pour la garantie du salaire mensuel et pour s'en servir à ses propres desseins. Le résultat nous le subissons tous, y compris les acteurs de cette même administration.

Une solution inédite

Les traitements préconisés jusque-là n'ont pas





pu anéantir ce mal, envahissant comme un cancer et tenace comme une mauvaise herbe, qui emporte notre pays vers sa perte. Le Mali va de mal en pire.

Préoccupé par l'impact de ce mal sur le développement et l'épanouissement de l'Homme dans notre pays, l'Église catholique, au 48^{ième} pèlerinage à Kita, a initié une solution inédite, en implorant dans une prière fervente et confiante l'intercession de Notre Dame du Mali pour l'avènement d'un Mali nouveau, "le Mali Kura", qui était d'ailleurs le thème de ce pèlerinage.

Coincidence étonnante, à quelques mois du 49^{ième} pèlerinage, cette problématique du "Mali kura", oubliée presque par les pèlerins de 2019 à Kita, ressurgit au cœur d'une crise socio-politico-institutionnelle singulière, par son contexte, son déroulement, par l'attente et l'attention de la population. Une crise, unanimement saluée par une majorité populaire et, porteuse d'une grande espérance pour un Mali renouvelé.

Fait de Dieu ou événement fortuit

Beaucoup de fidèles, toutes confessions monothéistes confondues, voient en cette crise institutionnelle inédite de notre pays une main tendue de la Miséricorde Divine pour amorcer l'avènement de ce "Mali Kura".

Que cela soit le cas ou pas, n'attendons pas que le "Mali kura" nous tombe du ciel comme un cadeau providentiel. N'attendons pas non plus qu'il se réalise par des forces occultes ou par un exceptionnel sacrifice satanique.

Au regard de l'étonnante coïncidence notée

plus haut, nous pensons que cette crise nous apporte un message déterminant pour l'avenir de notre nation. Sans jouer au devin ou à l'apprenti sorcier, nous notons le message suivant : "Sur le territoire dénommé Mali, Dieu le Tout Puissant, le Tout Miséricordieux, nous a réunis sans notre consentement ou à notre demande. En réponse aujourd'hui, à nos multiples supplications, venant du fond de nos cœurs, pour sauver notre chère patrie, l'Éternel nous inviterait à nous engager volontairement et activement dans l'avènement de ce "Mali Kura". En d'autres termes, l'Éternel a fait de nous des Maliens sans demander notre avis ou consentement, mais en réponses à nos prières ferventes, Il ne veut pas faire du Mali une terre de paix, de fraternité, de savoir-faire et de culture sans la participation active des Maliens, les fils et filles de ce pays. Il semble que l'Éternel ne souhaite pas nous sauver par miracle, mais à travers notre engagement, participation et implication active dans l'édification de notre nation.

Ici, nous pouvons faire mémoire de l'histoire du peuple élu dans son exode de la terre d'esclavage d'Égypte à la terre promise de Canaan. Israël élu et héritier sans son consentement de cette terre, de miel et de lait, par un décret irrévocable de l'Éternel, n'y est parvenu qu'au prix de son engagement, participation, implication active à ce merveilleux projet et, à son obéissance totale et sans partage à l'Éternel. En effet, Sorti d'Égypte par des prodiges sans précédents, il n'en coûtait rien à l'Éternel, si toutefois Il en voulait ainsi, de l'introduire à travers les mêmes prodiges dans cette terre promise.

Les exigences de cette crise.

Main Divine ou concours de circonstances, cette nième crise que traverse notre pays ne portera les fruits escomptés qu'à travers certaines exigences dont nous notons entre autres :

Notre faculté et capacité de discerner aussi bien qu'individuellement que collectivement. En soixante années d'indépendance, notre pays a subi quatre crises politico-socio-institutionnelles majeures de même type ; interruption forcée de la légitimité d'un régime en cours par des militaires. Deux de ces interruptions sont survenues après un exercice de plus de vingt ans et, les deux autres en moins de dix ans. Trois régimes civils en ont été victimes, contre un régime à caractère militaire-civil ou militaire d'inspiration civile. Toutes ces déstabilisations ont été opérées par des officiers, dont l'âge moyen de deux mentors était moins de quarante années et celui des deux autres de moins de cinquante. Un fait marquant et caractéristique de toutes ces déstabilisations, les acteurs de ces différents coups de force n'avaient pas, au préalable de leurs forfaits, une vision et un programme de gouvernance prédéfinis. Ils ont tous récupéré le pouvoir dans le tas à travers des circonstances favorables et, par la suite l'ont géré au coup par coup, au gré des événements. Enfin notre pays en soixante années d'indépendance a expérimenté quatre types de régimes tous interrompus jusque-là par des éléments de l'armée nationale.

Le résultat se passe de tout commentaire. D'une nation debout, accédant fièrement à sa



souveraineté nationale et internationale, avec l'espoir d'un avenir meilleur, le Mali de 2020 est une nation en déliquescence, aux abois, livrée à ses fils et filles, qui s'adonnent à cœur joie à toutes sortes de maux et vices déshonorants voire détruisant notre nature et notre dignité Humaine. Ce petit survol du passé de notre pays nous semblait nécessaire, afin d'attirer l'attention des uns et des autres sur l'impérieuse nécessité du discernement individuel et collectif dans l'avènement du "Mali kura", particulièrement les Forces civiles et militaires sur l'utilité de telle crise dans le développement sociale, politique, économique et culturelle de notre pays.

Le respect de la vie, la personne humaine, de nos valeurs religieuses et socioculturelles. L'Univers, bien que ne créant pas la vie, la porte et l'entretien de toute sa générosité. Le respect de cette vie ne doit pas se limiter à l'acceptation de sa diversité, mais à œuvrer et favoriser son développement et épanouissement dans le respect de sa vocation Divine. Il est très urgent voire vitale que nous prenions conscience que toutes formes de vie de notre Univers, qu'elles nous soient favorables, rentables ou non, s'avèrent nécessaire et indispensable pour son équilibre. Ce respect doit aussi s'étendre et inclure les relations et corrélations existantes entre chaque individu et son milieu et entre les différentes entités. Notre constitution de 1992, en son article 1er, consacre la sacralité de la personne humaine en ces termes, "La personne humaine est sacrée et inviolable. Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à l'intégrité de sa personne." Le drame de notre nation, ces vingt dernières années n'a-t-elle pas été sa source dans le

traitement sociopolitique et culturelle du Malien? Est-il exagéré de s'interroger aujourd'hui si toutefois le Mali existe pour le peuple malien dans sa totalité ou pour le personnel chargé de la gestion de son administration civile et militaire ? Soit 1 % environs de la population.

Le Malien dans son pays est-il traité comme une personne ou un sujet ?

Sommes-nous vraiment dans une République, royauté ou une oligarchie ?

Si la personne du Malien est ainsi martyrisée, que dire donc de la situation de notre environnement ? Nos :

- villages et villes envahies par des déchets n'offrent de l'hospitalité qu'aux rats, souris, cafards, reptiles et autres bestioles,
- routes sont devenues des labyrinthes d'embuscades meurtrières.

- forêts sont sauvagement massacrées pour quelques sacs de charbons, bouts de bois de cuissons.

- terres de culture sont décimées par des herbicides, insecticides, engrais et autres semences OGM,

- fleuves et marigots qui ne charrient que de la pourriture, la teinture, mercure, huiles de moteur et autres déjections chimiques de nos usines,

La pluie nourricière ne tombe plus d'elle même sans être nourrie par des avions.

Enfin, les réalités socioculturelles de notre nation en cette année 2020 ne sont-elles pas en totale contradiction avec les principes cardinaux de notre loi fondamentale?

Notre Foi et notre Espérance en Dieu Éternel, Tout Puissant, Tout Miséricordieux, Tout Clément. Terre de rencontre et de brassage notre

pays, dans le concert des nations, est reconvenue et respectée pour sa conviction religieuse millénaire, la richesse, la diversité, l'originalité de sa culture et de son savoir-faire séculaire. De nos jours, le nombre de nos lieux de cultes toutes confessions (chrétiennes, musulmanes et traditionnelles) comprises dépassent numériquement le nombre de nos entreprises publiques et privées rassemblées. Le très Saint nom de l'Éternel est évoqué dans toutes les circonstances. Par contre ses lois et commandements révélés sont loin d'être respectés et appliqués. Aussi, cherche-t-on à justifier toutes sortes de maux, vices et infractions par la volonté Divine et, obtenir par conséquent l'acquiescement souhaité sans réparation.

"Dieu est Puissant et Bon sans doute, mais le pouvoir satanique est facilement accessible et immédiatement profitable, telle semble être aujourd'hui la devise de bon nombre d'entre nous". Ainsi on se fait valoir à l'église et à la mosquée en digne fidèle et, on agit et opère à travers les règles et moyens sataniques. N'est-il pas temps que ceux qui partagent la Foi en Dieu unique se valorisent en se démarquant clairement de ceux qui vacillent entre différents sacerdoxes ?

Dans la marche d'une nation de Foi en la Toute Puissance de son créateur, Allahou soubahana Wa -Tah - A-la, la crise est comme une escale forcée dans la marche d'une telle nation afin qu'elle puisse reprendre ses esprits, faire le point, s'approvisionner si nécessaire et, discerner la présence sensible de la Miséricorde Divine dans sa marche et se laisser conduire par la suite par cette même Miséricorde Divine.

Dans un tel contexte, la crise est vécue comme un haut moment de piété, de sincère repentance, de fervente communion des esprits et des cœurs, des fils et des filles du pays. Un temps de reconnaissance, et d'espérance du peuple envers son Dieu et son Créateur. Alors de la crise jaillira la patience, l'obéissance, la confiance et surtout une grande joie dans l'attente de jours meilleurs.

Les constances de nos régimes.

L'analyse de la gouvernance de notre pays de 1960 à nos jours fait ressortir que, mis à part les dirigeants de la première République, les acteurs des autres régimes ont fondamentalement manqué à la fois de vision, pro-

grammes et, de principe de gouvernance préalablement définis avant leurs accessions au pouvoir. Au regard de l'historique de l'accession de notre pays à l'indépendance, éclatement de la fédération du Mali suite à une crise politico-sociale, on constate que les pères de l'indépendance ne disposaient pas eux aussi de vision, programme et principe de gouvernance prédéfinis. Mais leurs capacités et qualités d'homme d'État leur ont permis de très vite corriger cette situation. Nous devons, aujourd'hui encore à ce régime les fondamentaux de notre développement socioéconomique et politique. Ce régime, à notre avis, doit sa chute à son principe de gouvernance qui n'a pas su ou pu s'adapter à l'évolution du contexte sociopolitique.

Tous les régimes qui l'ont succédé y compris la démocratie de 1992 et ses variantes ont en commun des acteurs qui ont appris la gérance de l'État dans le tas au gré des événements et des circonstances.

Après cinq ans de régime d'exception, et cinq ans de forme républicaine, ceux qui restaient des acteurs de 1968 se sont lancés dans l'aventure politique à travers l'instauration ou institution de l'Union Démocratique du Peuple Malien (UDPM). Avec la création de ce parti unique se voulant démocratique, la gestion de l'État qui avait remplacé sa gouvernance depuis novembre 1968 devint promotion et gestion du parti, parfois au détriment même de l'intérêt général de la nation.

Le régime républicain de 1992, d'option démocratique, avec sa variante de 2012, a poursuivi la même philosophie avec la particularité que le paysage politique n'était plus constitué d'un seul parti mais de plusieurs, ce qui compliqua la situation, car chaque parti, à travers ou au détriment de l'État, cherchait à faire sa promotion. Ainsi à son paroxysme, ce régime républicain substitua la gestion de la famille ou du clan à celle du parti et de l'État.

Parmi nos démocrates, à partir de 1992, nous décernons la couronne de mérite au président Amadou Toumani Touré qui, en plus de la promotion et gestion de son mouvement, a apporté une réponse à certains problèmes socioéconomiques majeurs, notamment :

-la mobilité intra et extra urbaine à travers son programme d'extension et de réhabilitation du réseau routier,

-l'accès au logement décent à travers le programme de logements sociaux et,

-l'amélioration de l'accès aux soins de santé à travers l'assurance maladie obligatoire.

Réforme ou Rupture.

Selon un dicton populaire, jamais un sans deux, deux sans trois, trois sans quatre, ou donc s'arrêtera le cycle infernal de remise en cause des institutions de notre pays ?

Au cœur de la crise que traverse notre pays se trouve le manque de vision, de programme et de principe de gouvernance préalablement définis, par nos dirigeants. L'apprentissage dans le tas et au coup par coup, au gré des évènements et des circonstances a fondamentalement perverti le concept et la finalité de la politique. Ainsi la politique ;

• "l'art de rendre possible ce qui est nécessaire" selon un député français de 1954 suite à l'appel de l'abbé Pierre,

• "stratégie de gestion de la cité", selon ton-ton Amadou Djicoroni de l'US-RDA ou,

• "La forme supérieure de la charité", selon sa sainteté le Pape François.

La politique est ramenée dans notre société africaine malienne à l'hypocrisie, le mensonge, la trahison, l'opportunisme, le népotisme, en un mot à l'incarnation de tout ce que la nature humaine a de perverse et d'ignoble.

Le 18 août 2020 fut un mardi, le 22 mars 2012 était un jeudi, par contre le 26 mars 1991 était un mardi, le même mardi que le 19 novembre 1968. Le 18 août fut avec son lot de joie, de douleur, de rêve brisé et d'espoir. Deux mois après, nous constatons que l'habitude tenace et vivace reprend progressivement ses droits. Les mêmes méthodes, solutions et options sont mises en place pour amorcer un prétendu changement, mais avec la certitude de sauver le système en place, et renouveler par ce fait ses acteurs. Ainsi sans tambour, ni bruit, l'existant se reforme pour se faire valoir pour un avenir meilleur.

Au fond, cette crise du 18 août, n'est-elle pas l'expression de notre peur de changer pour que vive et prospère le "Mali kura" ? Cette Terre des Hommes de Foi, de Paix, de justice, de culture et de savoir-faire.

Le Changement comme la crise fait certes toujours peur, mais en son cœur ne se trouve-t-il pas la main Divine à saisir ?

L'avènement de notre "Mali kura" tant espéré et souhaité adviendra-t-il à la suite d'une crise politico institutionnelle ? Nous n'y pensons pas.

Par contre nous, fils et filles de ce Mali, devrions bâtir ce "Mali kura" debout sur les remparts, à la sueur de nos fronts et, cela à la condition que nous soyons capable de :

- discerner,
- se repentir et,
- mettre toute notre confiance et espérance en Dieu Souverain, Miséricordieux et Clément!

Diallo Sébastien
Source: Mali Tribune



UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

A la découverte de la culture soninké : Les soninkés : une ethnie, quelle origine ?

Un groupe ethnique avec la renommée internationale pour la migration et l'exode, les Soninkés encore appelés les Sarakolés en bambara (Maraka) sont un peuple présent en Afrique de l'ouest sahélienne, établi principalement au Mali, le long de la frontière mauritanienne (entre Nara, la région de Koulikoro, Kayes et Nioro du Sahel), ainsi qu'au Sénégal, en Mauritanie, en Gambie et en Guinée-Bissau. Ils font culturellement partie du groupe mandé de par leur langue, le soninké, mais forment un groupe ethnique à part entière. La fondation du royaume du Ouagadougou, à l'origine de l'empire du Ghana, d'après la tradition orale des griots, soninké est attribué à un personnage légendaire, Igo Khassé Dingka (ce qui signifie "gros vieil homme"), l'ancêtre des soninkés. Lorsque Dingka arriva en Afrique de l'ouest, dans la région où se trouvent aujourd'hui le Mali, la Mauritanie et le Sénégal, il trouva sur place une nation d'agriculteurs, les Karos, qu'il réussit, lui et sa suite, à dominer. Les troupes de Dingka étaient d'excellents cavaliers et ils étaient armés de lances, épées, boucliers, armures de fer. La légende nous apprend que dans la région, un serpent à sept têtes nommé bida régnait en maître. Pour pouvoir installer le royaume du Ouagadougou, Igo Khassé Dingka a dû négocier avec le serpent bida de le laisser installer son empire à condition de lui donner tous les sept ans la fille la plus belle et la plus propre (vierge) du Ouagadougou. En contrepartie, le serpent accorderait au Ouagadougou la richesse, l'or et la pluie pour les récoltes. Igo Khassé Dingka est l'ancêtre des Soninkés portant les patronymes : Soukhouna, Cissé, Touré, Diané, Dramé, Khouma, Sakho, Diawara, Sylla. A la chute de l'empire du Ghana, les Soninkés se sont dispersés dans toute l'Afrique de l'ouest à partir du XII^e siècle, donnant ainsi naissance à plusieurs ethnies dont les bozo, soninkés devenus pêcheurs sur le fleuve Niger et en propageant l'islam. Ils ont aussi créé le royaume du Galam au Sénégal, sur la vallée du fleuve Sénégal, ancien royaume qui se

trouvait au sud du Fouta-Toro et à l'est du royaume du Djolof. Le roi portait le titre de tounka. Le royaume a été plusieurs fois vassalisé par le Djolof à l'époque où celui-ci était un empire, par le Fouta-Toro et par le royaume bambara du Kaarta. Il vivait de l'agriculture, du commerce de la gomme arabique et de l'or. Le territoire qu'ils occupent s'étend sur 800 kilomètres, d'est en ouest, de la moyenne vallée du Sénégal jusqu'au delta intérieur du Niger. La majorité des Soninkés vivent dans l'ouest du Mali. Il existe une importante diaspora, notamment en région parisienne depuis la fin des années 1950. Dans les années 1970, les Soninkés représentaient près de 70 % de la population subsaharienne émigrée en France. Ils sont généralement musulmans sunnites. Identité culture d'appartenance dans le passé, les hommes avaient les cheveux tressés ou des coiffures en locks, qu'ils enduisaient de karité. Les femmes avaient le plus souvent le crâne rasé, mais il y avait aussi des coiffures tressées, très difficiles à réaliser. Elles tatouaient leurs lèvres et leurs gencives pour faire ressortir la blancheur de leurs dents et rehausser la beauté de leur visage. Les femmes portaient toujours un léger voile sur la tête. Les Sarakholés ne pratiquent pas la scarification du visage autant que les Bambaras. Hommes comme femmes se font deux ou trois scarifications sur les tempes, et les femmes en font trois de plus sur les joues. L'excision des jeunes filles était très pratiquée dans le passé. Les oreilles de la femme sont percées de plusieurs trous dans lesquels sont placés plusieurs anneaux en or pour les plus fortunées, en argent ou en bronze pour les plus modestes. Les bijoux tels que les colliers, les bracelets au poignet et aux chevilles sont très utilisés. Traditionnellement, les hommes soninkés portent le boubou, une grande robe qui arrivait en bas des genoux et un pantalon, souvent de couleur blanche, beige ou bleu indigo. Dans le passé, une ceinture de cuir était attachée à la taille. Il y a aussi les babouches brodées appelées moukhou, ou les sandales de

cuir, le tepou. Les femmes portaient le pagne qui s'arrêtaient en bas des genoux, le fendeli, et pour le haut la camisole, par-dessus laquelle elles mettent un boubou le plus souvent de couleur indigo, appelé doroké khoré (grand vêtement). Avec l'islamisation, le pagne arrive désormais jusqu'aux chevilles. Le bazin (bassa) est le tissu utilisé pour les fêtes, noble et de grande qualité. Sous leurs vêtements, les femmes ont plusieurs colliers de perles qu'elles portent sur la taille. Ils sont portés comme des sous-vêtements de séduction, ils ne peuvent être montrés que dans l'intimité. Sur la tête elles attachent artistiquement un foulard, le tikka ou kala. La tradition orale des Sarakolés (ou Soninké) fait remonter la fondation de l'empire à Dingka, ancêtre légendaire des Soninkés. Le pays est alors peuplé par les Kakolos qui pratiquent l'agriculture sur brûlis. Les Soninkés sont des pasteurs nomades qui connaissent la métallurgie du fer et possèdent des chevaux. Ils soumettent les Kakolos et leur offrent protection en échange de leur travail. Comme tous les peuples restés de culture essentiellement orale, Les soninkés possèdent un grand nombre de mythes et de légendes expliquant leurs origines et les grands moments de leur histoire. Ces mythes révèlent déjà un destin de peuple dispersé, tenu de partir au loin en quête de sa survie

Aminata Agaly Yattara
Source : mali tribune



Joe Biden : Les Africains doivent-ils se réjouir ?



La victoire de Joe Biden à l'élection présidentielle américaine n'est pas encore officielle que le monde entier, ou presque, s'est précipité pour saluer et féliciter celui qui sera de toute évidence le 46ème Président des États-Unis depuis George Washington. De Sidney à Dakar en passant par Johannesburg, tout le monde semble soulagé du changement qui s'est opéré de l'autre côté de l'Atlantique après quatre années de tension permanente qui a fait, par moments, craindre un conflit armé mondial. Le départ annoncé de Donald Trump sonne comme une délivrance tant les relations entre les États-Unis et le reste du monde furent difficiles. Partout, sur tous les continents, l'on se met à espérer sur un retour des États-Unis dans le giron international à travers des relations plus amicales fondées sur des avantages réciproques. L'Afrique n'est pas en marge de ce grand soulagement mondial, elle qui a été au centre du mépris du Président sortant. Les pays africains, individuellement comme le Nigéria, ou globalement comme l'Union Africaine saluent le départ de Trump qui sonne le glas d'une politique hautaine et profondément méprisante pour toute chose non américaine. Pour autant

les Africains doivent-ils se réjouir déjà de l'arrivée de Joe Biden à la Maison blanche ? Avec la défaite annoncée de Donald Trump, le monde sort d'un long cauchemar qui aura duré quatre longues années. En effet, jamais les États-Unis n'auront créé un sentiment général de dépit et en même temps de peur que sous le règne de leur 45ème Président. Certes le slogan de campagne de ce dernier, « Make America great again », sonnait à l'époque comme la volonté d'imposer la domination

américaine au monde mais très peu de personnes se doutaient que celle-ci allait être une souffrance indicible et une tension permanente qui allaient frapper ennemis et amis. Avec Trump le dicton selon lequel il est tout aussi dangereux d'être les ennemis des États-Unis que d'être leurs amis n'a jamais été aussi vrai. À commencer par les Alliés européens dont les relations multilatérales et bilatérales ont subi les lubies de Donald Trump mettant en danger les relations privilégiées de l'Union Européenne avec l'Amérique. Seule la Grande Bretagne a fait figure de pays privilégié, elle qui est définitivement sortie de l'UE.

La Chine dont le développement insolent de l'économie exaspérait Trump a été l'objet de toutes sortes de sanctions pour amoindrir l'expansion de l'Empire du Milieu sur le monde et les EU. Au Moyen Orient c'est l'éternel Iran, à cause de son programme nucléaire, qui a souffert le plus de l'arrogance de Trump avec la sortie des EU du programme au grand dam des Européens menacés de sanctions par leur grand allié en cas de commerce avec Téhéran. Après un sommet qui a suscité l'espoir, les relations américano-nord coréennes se sont refroidies au point que Kim Jong Un a repris son programme d'essais nucléaires. En retirant les EU de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), de l'UNESCO et de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMS), Donald Trump a affiché son mépris pour le progrès du reste du monde et son égoïsme viscéral qui l'a fait se replier sur soi au nom des seuls intérêts amé-



ricains à privilégier.

Dans cette atmosphère délétère, l'Afrique aura été la principale perdante du mandat du Président américain. Non seulement Donald Trump a affiché son désintérêt pour le continent noir mais il l'a surtout exprimé dans un mépris profond en traitant l'Afrique de « Continent de merde ». Jamais dans l'histoire des relations entre l'Afrique et le monde entier, un Président n'aura eu des propos aussi blessants pour les Africains. Certes l'Afrique ne reflète pas toujours des images qui poussent à l'optimisme sur son avenir, cependant, ce sont des centaines de millions d'Africains qui se battent au quotidien pour vivre et construire ensemble leurs pays respectifs. Les ennemis de l'Afrique ne sont pas toujours ceux qui profitent de ses immenses richesses, ce sont aussi et surtout tous ces vieux dirigeants qui se maintiennent en place grâce à des révisions constitutionnelles qui leur confèrent des mandats interminables. Soutenus par des armées corrompues ou manipulées, ces faux dirigeants n'hésitent pas à tirer sur leurs populations qui protestent contre les fraudes électorales qui les maintiennent indéfiniment en place alors que leurs pays sombrent dans l'extrême pauvreté et la division.

Si l'expression de Donald Trump est outrancière, il faut reconnaître qu'elle n'est pas loin de la réalité africaine qui désespère plus d'un Africain conscient des dérives des dirigeants du continent, dérives qui constituent autant de freins à l'épanouissement humain et économique du continent. Certes le Président sortant de la Maison blanche a tourné le dos au continent noir pendant ces quatre dernières années. Du reste ils sont nombreux les dirigeants du monde à penser que l'Afrique est un « continent de merde ». Ils s'en accommodent d'autant que cela ne nuit guère aux affaires. Cependant cela devrait encourager les Africains à méditer sur leur sort et afficher leur volonté de se sortir de la mauvaise passe où ils se trouvent à travers des politiques volontaristes et des prises de décisions courageuses qui fassent évoluer les traditionnelles relations de vendeurs de ressources minières aux puissances européennes et mondiales. Que ce soit Trump ou Biden, les EU sont les EU. C'est-à-dire la plus grande puissance mondiale qui, comme toutes autres puissances, travaille à consolider sa place de puissance dominante en tirant le maximum de



profit de ses échanges commerciaux au détriment des autres pays, les plus faibles, y compris au moyen de la force armée. L'avènement de Joe Biden pourrait amener un changement de style, une politique un peu plus « vertueuse » des EU. Pour autant les Africains auraient tort de croire à un changement spectaculaire et profond de leurs relations avec les EU à la faveur de l'arrivée d'un démocrate à la Maison blanche. L'exemple de Barack Obama est encore dans les esprits. Président américain d'origine africaine, le 44ème Président des EU n'a pas caché aux Africains les immenses efforts à accomplir pour aspirer au développement, par l'éducation de leur jeunesse et par l'instauration « d'institutions fortes » qui permettent des alternances politiques en douceur, gages de stabilité et de progrès. La relance de l'AGOA qui permet aux pays d'Afrique de vendre certains de leurs produits aux EU avec des tarifs préférentiels serait une bonne nouvelle. Cependant l'Afrique progres-

sera mieux et vite si elle travaille à améliorer son commerce intérieur de plus d'un milliard de consommateurs potentiels. Tous les économistes africains insistent sur la nécessité pour l'Afrique de transformer sur place ses immenses ressources de toutes sortes afin de produire de la valeur ajoutée qui enrichit. Consommer africain permettra aux Africains de ne plus être d'éternels consommateurs des produits étrangers et d'éviter la fuite des capitaux. C'est un travail extrêmement difficile car les puissances étrangères n'accepteront jamais de gaité de cœur que l'Afrique s'industrialise et s'auto suffise. Ce sera un long combat qui vaut la peine qu'on le commence. C'est l'une des voies pour sortir le continent du sous-développement. Compter sur soi et non sur la générosité mondiale, tel doit être le crédo de l'Afrique. Ce sera difficile mais non impossible.

■ Diala Thiény Konaté





Joe Biden, 46ème Président des États-Unis : Le défi relevé !

Comme l'ont fait savoir de nombreux médias, ce n'est certes pas la « vague bleue » qu'il escomptait, mais le démocrate Joe Biden est désormais le 46ème Président des États-Unis, dans une Amérique plus que jamais divisée, après des jours d'interminable comptage des bulletins, qui se poursuivent d'ailleurs, dont plus de 100 millions par correspondance. A 77 ans, Joe Biden, l'ancien Vice-président de Barack Obama, accède enfin à la prestigieuse fonction de Président du pays le puissant du monde, lui qui avait tenté l'aventure et échoué à deux reprises en se présentant aux primaires du Parti Démocrate en 1988 puis en 2008 ! Le parcours n'aura cependant pas été simple

pour celui qui était donné favori de la primaire démocrate il y a plus d'un an et donné pour être le seul à même de renverser Donald Trump. Il vient de réussir ce challenge au grand soulagement des américains mais aussi du monde entier, tant celui qu'il devra succéder le 20 janvier prochain à la Maison Blanche avait bouleversé, bousculé et insulté le monde ! Le chemin fut parsemé d'embûches, mais « He do it finally ». En effet, à 77 ans, Joe Biden est un vieux routier de la politique américaine qui fut réélu six fois au Sénat, trente-six années durant.

Il grimpera tous les échelons du Sénat dont il a occupé des postes très importants : président de la Commission Judiciaire au Sénat,

président de la prestigieuse Commission des Affaires Étrangères en 2001 et 2006, et qu'il ne quittera que pour devenir en 2008, Vice-président de Barack Obama. Faut-il le rappeler, Joe Biden avait déjà tenté sa chance une première fois à la primaire démocrate de 1988, mais il avait dû jeter l'éponge après avoir été accusé de plagiat, un de ses discours ressemblant étrangement à celui prononcé par un travailliste anglais. Pendant ses deux mandats de vice-président, il restera discret face un Obama toujours charismatique, un charisme qui lui faisait défaut jusqu'à ce jour de gloire pour lui.

Joe Biden et son origine modeste

Joseph Robinette Biden Jr. est né en 1942 à Scranton, une ville ouvrière de Pennsylvanie, dans une famille catholique irlandaise. Son père est vendeur de voitures. Joe Biden mettra d'ailleurs en avant, bien plus tard, ses origines modestes pour séduire la classe ouvrière qui

a, en majorité, voté Donald Trump en 2016. Enfant, il réussit à vaincre le bégaiement dont il est affligé. La famille déménage ensuite dans le Delaware, où il entre à l'université et étudie l'histoire et les sciences politiques. Il se marie, devient avocat, puis se tourne vers la politique et à 29 ans, en 1972, est élu une première fois sénateur du Delaware, le plus jeune de l'histoire du pays. C'est à Wilmington qu'il s'installe, une ville ouvrière qui se développe lorsqu'il y arrive avec ses parents.

Lors de sa campagne présidentielle, il a rappelé à maintes reprises ses origines modestes pour courtiser les « cols bleus », la classe ouvrière blanche qui s'était sentie délaissée au cours des deux mandats de Barack Obama et qui avait penché pour Donald Trump en 2016. Les plus délaissés et les franges les plus pauvres de la société sont aussi ceux qui ont le plus souffert de la crise du Covid-19, comme il a su le rappeler dans ses discours de campagne, des discours qui ont cette fois davantage séduit les américains. En effet, dans un contexte très particulier, pandémie de coronavirus oblige, Joe Biden a su petit à petit prendre de la distance dans les sondages en partie grâce à son empathie.

La vie du désormais 46ème Président des États-Unis, nous renseigne-t-on, a toujours été jalonnée d'obstacles et très tôt marquée

par les tragédies. En 1972, moins d'un mois après avoir été élu sénateur des États-Unis, sa première femme Neilia et sa fille Naomi sont tuées dans un accident de voiture ; ses deux fils, Bo et Hunter, blessés, en réchappent. Il se remariera cinq ans plus tard avec celle qui est toujours sa femme, Jill, avec qui il a eu une fille. Mais en 2015, autre drame : son fils Bo, le procureur général du Delaware, meurt d'un cancer du cerveau. Très affecté, Joe Biden décide alors de ne pas disputer la Primaire démocrate de 2016.

Finalement, Joseph Robinette Biden Jr., le garçon de Scranton, est parvenu à s'imposer dans un pays très polarisé. Désormais il va devoir gérer une situation très complexe et composer avec un Sénat qui ne lui est pas acquis pour gérer une crise sanitaire et économique sans précédent et un pays plus divisé que jamais et en froid avec nombre de pays étrangers après le mandat de Donald Trump. La politique étrangère de sa future administration n'est pas encore définie, lui-même étant resté plutôt prudent sur le sujet, mais son équipe affiche des signaux positifs pour un rapprochement avec le continent africain.

Son équipe entend en effet afficher un « respect mutuel » envers l'Afrique et montrer son « engagement » sur les questions de démocratie, de sécurité et d'économie. Quant Joe

Biden, il veut se démarquer de Donald Trump qui a qualifié ses partenaires africains de « pays de merde » et qui ne s'est jamais rendu en Afrique. Certes pas d'annonce très concrète pour le moment, mais son équipe annonce une rupture de ton et de méthode avec l'administration sortante, qui avait fini par prendre ses distances avec le continent. Joe Biden assure vouloir restaurer les liens diplomatiques avec les institutions (telle que l'Union Africaine) et les gouvernements africains.

Il promet aussi de maintenir le Yali, un programme qui fait la promotion des jeunes leaders africains, et d'organiser un sommet de chefs d'États africains, comme l'avait déjà fait Barack Obama en 2014. Il entend aussi mettre fin à la « politique inhumaine en matière d'immigration » menée par Donald Trump, à commencer par l'annulation du « Travel ban », les restrictions de voyages qui touchent les citoyens nigériens, soudanais et somaliens. Aussi, son élection et celle de Kamala Harris à la Maison Blanche n'ont pas laissé les chefs d'État africains indifférents. Samedi soir plusieurs présidents ont adressé des messages de félicitations et exprimé leur espoir d'une coopération renforcée avec la nouvelle administration.

■ Yama DIALLO



Sénégal : Macky Sall opte pour un gouvernement d'ouverture



La rumeur courait depuis longtemps. C'est finalement un gouvernement d'ouverture que Macky Sall a nommé, dimanche 1er novembre, par la voix du porte-parole de la présidence, Seydou Guèye. Ce premier remaniement depuis la réélection du président en février 2019 tient compte « du contexte actuel de la pandémie de la Covid-19 et de ses impacts », « afin d'imprimer une dynamique constructive d'innovation, de transformation, de réalisations et de changements nécessaires à l'accélération de l'émergence du Sénégal », a annoncé le porte-parole depuis le palais présidentiel.

Pour poursuivre en mode « fast track » face à la crise sanitaire et économique qui touche le pays, le chef de l'État sénégalais se sépare de certains poids lourds de son équipe et accueille sept nouvelles personnalités.

De 32 ministres et 3 secrétaires d'État, le gouvernement passe à 33 ministres et 4 secrétaires d'État. Surtout, Macky Sall a opéré un grand ménage et « un rajeunissement significatif de l'équipe », selon Seydou Guèye. Gouvernement d'ouverture

Annoncé depuis l'ouverture du dialogue politique en mai 2019, ce gouvernement « d'ouverture et d'unité » est marqué par l'arrivée de plusieurs poids lourds de l'opposition « dans la dynamique du consensus issu du dialogue politique », a précisé Seydou Guèye.

L'ancien Premier ministre d'Abdoulaye Wade, Idrissa Seck, remplace ainsi Aminata Touré à la présidence du Conseil économique social et environnemental (CESE). Principal adversaire de Macky Sall lors de l'élection présidentielle de 2019, à laquelle il s'est classé deuxième, Idrissa Seck avait été cité au cours du dialogue politique comme l'un des potentiels candidats au futur poste de chef de l'opposition.

Anciens compagnons politiques au sein du Parti démocratique sénégalais (PDS) d'Abdoulaye Wade, les deux adversaires avaient successivement abandonné la formation libérale. Relativement silencieux depuis le scrutin de février 2019, le président du parti Rewmi devient donc la troisième personnalité de l'État. Avec Yankhoba Diatara à l'Économie numérique et Aly Saleh Diop à l'Élevage, deux mem-

bres de son parti rejoignent également l'équipe gouvernementale.

Ces nominations s'accompagnent du départ de l'ancienne Première ministre, Aminata Touré, de l'équipe présidentielle. Nommée à la tête du CESE en mai 2019, son retour en grâce, après sa défaite à Dakar face à Khalifa Sall aux élections locales de 2014, aura donc été de courte durée.

Autre personnalité d'opposition à rejoindre le gouvernement : Oumar Sarr. Longtemps numéro 2 du PDS, avant de rompre, en mai 2019, avec la formation de son ancien mentor, Abdoulaye Wade, il a fondé en septembre son propre parti avec plusieurs autres frondeurs issus du PDS. Plusieurs fois ministre pendant le double mandat de Wade, Oumar Sarr hérite du portefeuille des Mines et de la Géologie en remplacement de Sophie Gladima.

Départs surprise

Parmi les annonces surprises de ce remaniement, le départ de plusieurs piliers du gouvernement précédent, comme le ministre des Affaires étrangères, Amadou Ba, et celui de l'Intérieur, Aly Ngouille Ndiaye.

L'avocate Aïssata Tall Sall, ancienne cadre du Parti socialiste autrefois hostile au rapprochement avec la coalition de Macky Sall avant d'apporter son soutien au président sortant à la veille de la dernière présidentielle, devient quant à elle ministre des Affaires étrangères, après avoir brièvement occupé la fonction d'envoyée spéciale du président.

Aly Ngouille Ndiaye est remplacé à l'Intérieur par Antoine Félix Diome, l'ancien substitut du procureur de la Cour de répression de l'enrichissement illicite (CREI) au temps de l'affaire Karim Wade (il avait depuis été nommé agent judiciaire de l'État).

Mahammed Boun Abdallah Dionne, secrétaire général de la présidence depuis la suppression de son poste de Premier ministre, quitte lui aussi l'équipe gouvernementale.

Enfin, certains poids lourds du gouvernement conservent leur ancien poste. Sidiki Kaba demeure ainsi ministre des Forces armées ; Abdoulaye Daouda Diallo reste aux Finances et Amadou Hott à l'Économie. Mansour Faye, lui, passe du ministère du Développement communautaire à celui des Infrastructures.

Source : Jeune Afrique

Côte d'Ivoire : La crise électorale en six points

Violences meurtrières, victoire du président Ouattara, boycott de l'opposition, refus des résultats, poursuites judiciaires... : la crise creuse son sillon.

La Côte d'Ivoire traverse une crise électorale, beaucoup moins grave toutefois que celle de 2010-2011, la tension retombant et le pays reprenant son activité depuis jeudi.

Mêmes acteurs, scénario différent

Les acteurs sont les mêmes : le président Alassane Ouattara, l'ancien président Henri Konan Bédié, l'ex-président Laurent Gbagbo et le chef rebelle Guillaume Soro. Quelques similarités : un camp qui ne reconnaît pas les résultats, des violences ethniques, des barages. Mais la situation est différente. Jusqu'en 2010, il y avait un pouvoir au sud (Gbagbo) et une rébellion au nord (pro-Ouattara). Le président Gbagbo avait refusé de reconnaître sa défaite électorale face à Ouattara lors de l'élection. Si les violences ont fait au moins une quarantaine de morts ces dernières semaines, le bilan était beaucoup plus lourd en 2010-2011 avec 3 000 morts et un pays où il était impossible de circuler. « Tout fonctionne. On ne peut pas transposer la crise de 2010-2011 », assure le parti au pouvoir. « Contrairement au camp Ouattara en 2010, l'opposition n'a pas d'armée » en 2020, souligne Rodrigue Koné, analyste politique. Issouf, 47 ans, tailleur dans le quartier populaire d'Adjamé, avait fui Abidjan en 2010 et sa boutique avait été pillée. « Cette fois, il y a des tensions, les gens ont peur, mais il n'y a rien. »

Débat sur la participation

Ouattara a été réélu pour un troisième mandat controversé sur le score fleuve de 94,27 % des voix au premier tour, l'opposition ayant boycotté le scrutin. L'opposition estime que le taux de participation est de « 8 % ou moins » et que le président « Ouattara n'est pas légitime ». Le taux de participation est de 53,90 % selon la commission électorale, mais près d'un quart des bureaux de vote n'ont pas pu ouvrir, privant de la possibilité de voter près



de 1,5 million d'inscrits.

Impasse de l'opposition

« La stratégie de l'opposition a montré ses limites. En boycottant l'élection et en créant le Conseil national de transition (CNT), elle s'est mise hors du cadre institutionnel », explique Rodrigue Koné. Pour le parti au pouvoir, « l'opposition savait qu'elle allait perdre alors elle n'a jamais voulu aller aux élections ». Certains leaders sont arrêtés ou en fuite, d'autres, dont l'ancien président Henri Konan Bédié, sont bloqués à leur domicile. « Le CNT est vraiment isolé. Leur démarche est perçue comme une aventure sans issue », estime Sylvain N'Guessan, analyste politique. L'opposition « semble évoluer dans une réalité parallèle », estime un diplomate, qui souligne toutefois que des discussions sont ouvertes en coulisses.

Ouattara, si fort que ça ?

« Il n'y a que le dialogue pour sortir de cette situation de crise politique », analyse M. N'Guessan, malgré le fait que l'opposition est divisée et faible. « Ouattara pourrait former un gouvernement d'union nationale et accepter de réformer la commission électorale » en vue des législatives, poursuit-il. Mais avant, « il faut que l'opposition reconnaisse la victoire d'Alassane Ouattara », indique-t-on du côté du pouvoir. Pour le moment, le président Ouattara a adopté une attitude ferme envers les opposants. Il doit toutefois sortir du bourbier et regagner la confiance de la communauté

internationale qui n'a pas apprécié sa candidature à un troisième mandat.

Le cas Gbagbo

De source de la présidence, Ouattara devrait permettre le « retour dès que possible » en Côte d'Ivoire de l'ex-président Laurent Gbagbo, toujours populaire, qui attend en Belgique un éventuel appel de la Cour pénale internationale, mais aussi... un passeport. On a apprécié à la présidence que Gbagbo n'appelle pas à la « désobéissance civile » comme le reste de l'opposition et se soit montré défavorable à la participation des cadres de son parti au CNT. Il reste à savoir quel rôle l'ancien président veut jouer. « Sa voix peut porter », estime Rodrigue Koné.

Le cas Soro

« Soro s'est suicidé politiquement » avec son appel à l'insurrection de l'armée qui n'a été suivi d'aucun effet. La présidence n'entend lui faire aucun cadeau : « S'il rentre c'est pour aller en prison. » Soro qui avait réussi à troquer le costume de rebelle pour celui d'homme politique (ancien Premier ministre et président de l'Assemblée) est à nouveau un rebelle. Son appel depuis l'étranger lui vaut désormais des inimitiés diplomatiques. Ses proches en Côte d'Ivoire sont en prison et il n'a pu démontrer qu'il avait une base prête à le soutenir.

Source : Le Point Fr



Liste Mali-Namibie : Des absents, des revenants et des néophytes

En vue de la double confrontation contre la Namibie comptant pour les 3e et 4e journées éliminatoires de la Can Cameroun 2022 (le 13 à Bamako et le 17 en Namibie), le sélectionneur des Aigles du Mali a communiqué le mardi 3 novembre, une présélection de 37 joueurs. Une liste certes large mais qui ne comporte pas tous les cadres du nid des Aigles.

La large liste communiquée par Mohamed Magassouba ressemble à celle d'une veille de la phase finale de Coupe d'Afrique des Nations. Mais loin de là, l'on n'est qu'à la 3e journée éliminatoire de la Can Cameroun 2022. En présélectionnant autant de joueurs pour deux matches seulement, Mohamed Magassouba se veut d'être rassuré contre d'éventuels cas de contamination à la Covid-19. "La situation sanitaire de COVID-19 nous amène tous à adopter de nouvelles réflexions certainement à épouser de nouveaux comportements. C'est à cause de cela que nous avons bien voulu élargir la liste à 37 joueurs en prévision de cette double confrontation face à la Namibie", a-t-il expliqué

Malgré tout, la liste ne comporte pas tous les cadres de l'équipe nationale. Absents lors du match amical contre le Ghana (victoire du Mali 3-0) le mois passé, le capitaine Abdoulaye Diaby et son vice-capitaine Moussa Maréga n'ont pas été sélectionnés cette fois-ci par le

sélectionneur. Aux dires de Magassouba, leur non-sélection est juste une question de choix même si elle sonne comme une sanction pour avoir boycotté le match contre le Ghana. En revanche, le technicien malien a fait appel à des néophytes qui vont pour la première fois découvrir le nid des Aigles. Il s'agit des défen-

seurs Sénou Coulibaly (Dijon, France), Samba Camara (Sivasspor, Turquie), Modibo Sagnan (Réal Sociedad, Espagne), Issaka Diarra (Al Arabi, Arabie Saoudite) ainsi que le milieu de terrain Aliou Dieng (Al Ahly, Egypte).

Aussi, des revenants qui avaient longtemps manqué les rendez-vous tels le latéral gauche du club espagnol d'Elche, Youssouf Koné, le milieu de terrain d'Hatayspor Adama Noss Traoré, les attaquants Nouha Dicko (Gaziantep, Turquie) et Ibrahima Tandia (Al Hazem, Arabie Saoudite) signent leur retour.

Auteur de 4 points au même titre que la Guinée, le Mali peut, à l'issue de ces 3e et 4e journées, valider son ticket pour la phase finale de la Can Cameroun 2022 en cas de victoires lors de la double confrontation face à la Namibie (3 points) si au même moment la Guinée fait de même contre le Tchad (0 point).

Alassane CISSOUMA



La Liste

Gardiens (04) :

Djigui Diarra (Stade malien de Bamako, Mali), Ibrahim BossoMounkoro (T.P Mazembé, RD Congo), Adama Keita (Kamsar, Guinée), Aly Yirango (Lusitanos, France)

Défenseurs (12):

Hamari Traoré (Rennes, France), Falaye Sacko (Victoria Guimares, Portugal), Massadio Haidara (RC Lens, France), Youssouf Koné (Elche, Espagne), Charles Traoré (Nantes, France), Molla Wagué (Amiens, France), Mamadou Fofana (Metz, France), Boubacar Kiki Kouyaté (Metz, France), Séno Coulibaly (Dijon, France), Samba Camara (Sivaspor, Turquie), Modibo Sagnan (Réal Sociedad, Espagne), Issaka Diarra (Al Arabi, Qatar)

Milieux (10) :

Diadié Samassékou (Hoffenheim, Allemagne), Cheick Doucouré (RC Lens, France), Amadou Haïdara (RB Leipzig, Allemagne), Lassana Coulibaly (Angers, France), Mohamed Camara (RB Salzbourg, Autriche), Adama Noss Traoré (Hatayspor, Turquie), Yves Bissouma (Brighton, Angleterre), Hamidou Traoré (Adana Demirspor, Turquie), Alou Dieng (Al Ahly, Egypte), Kouamé N'Guessan (Troyes, France)

Attaquants (11)

Moussa Djenepo (Southampton, Angleterre), Moussa Doumbia (Reims, France), Adama Malouda Traoré (Metz, France), Sékou Koita (RB Salzbourg, Autriche), El Bilal Touré (Reims, France), Kalifa Coulibaly (Nantes, France), Kevin Zohi (Strasbourg, France), Hadi Sacko (Denizlispor, Turquie), Aly Mallé (Ascoli, Italie), Nouha Dicko (Gaziantep, Turquie), Ibrahima Tandia (Al Hazem, Arabie Saoudite)

Source: Mali Tribune

Tirage au sort/ éliminatoires CAN U20 : Le Mali placé dans le groupe B avec la Mauritanie !



Les Aiglons savent à quoi s'attendre pour les éliminatoires de la CAN U20, zone UFOA-A. Le tirage au sort, effectué ce vendredi à Thiès au Sénégal, a placé le Mali, la Mauritanie, la Guinée Conakry et la Guinée Bissau dans le groupe B. Alors que le Cap Vert et le Liberia ont déclaré forfait en raison de la pandémie de la COVID-19, les sept pays restants de la Zone UFOA-A vont bientôt entamer les qualificatifs à la CAN U20 2021.

Les Aiglons du Mali composent le groupe B avec la Guinée-Conakry, la Mauritanie et la Guinée Bissau. Le Sénégal, pays hôte du tour-

noi qualificatif, se retrouve avec la Sierra Leone et la Gambie dans la poule A. Pour rappel, la Mauritanie, en tant que pays organisateur de la CAN U20, est d'office qualifiée pour la phase finale. Cependant, si elle termine première de sa poule, c'est la finaliste de la poule A qui obtiendra l'unique ticket de zone pour la phase finale. Le tournoi aura lieu au Sénégal du 20 au 29 novembre prochain. Bonne chance aux Aiglons !

Alassane Sangho
Source: Malivox



Bélier (21 mars - 19 avril)

Des étapes sont à vivre pour ressentir une sérénité. Des réunions peuvent remplir votre journée intense. Il faut éviter de vous consacrer aux autres, car vos collègues apprécient votre soutien. Concentrez-vous sur vos tâches et apprenez à refuser les demandes.

Les dépenses peuvent avoir un lien avec le règlement des factures ou des paiements obligatoires. Vous devez attendre de stabiliser votre budget pour acheter des produits chers. De petits accessoires destinés aux loisirs et aux sports sont probables.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vos performances font grand bruit au sein de votre entreprise. Vos prises de risque ne sont pas toujours bien accueillies, sachez que votre attitude ne laisse personne indifférent. Vous n'avez qu'une seule chose en tête, continuer vos prouesses.

La journée est placée sous le signe de l'économie, en effet, aujourd'hui il est préférable d'avoir des oursins dans la poche plutôt que de dépenser votre argent à tout-va. Pour le moment les charges de la maison sont plus importantes que le reste.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Le climat favorise des discussions au sujet des conditions de travail. Vous retrouvez du courage et souhaitez vous éloigner du service à cause de la désorganisation. Soyez patient tout en restant à l'écoute, car un coup de piston pourrait vous y aider.

Les dépenses sont importantes et elles sont difficiles à freiner. Vous devez faire attention à vos tentations, car vous craquez facilement sur des gadgets ou des accessoires. Les produits destinés à la voiture peuvent faire partie des frais principaux.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous aurez un peu tendance à vous disperser pour aller grappiller des informations plutôt que de vous concentrer sur un dossier en particulier. Recentrez-vous sur un objectif prioritaire, ce sera davantage efficace.

Vos finances s'épanouissent et vous obtenez ce que vous attendez. Vous êtes dans une phase de réalisation et de prospérité. Toutefois, attention aux dépenses inutiles qui pourraient vous faire perdre de l'argent par excès de confiance.



Lion (22 juillet - 23 août)

Pour réussir dans votre carrière, vous avez besoin de vous entourer de personnes comme vous qui sont loyales et avec une conscience professionnelle. La journée est source de satisfactions avec un avancement sensible dans votre évolution professionnelle.

La prudence est utile, car même si votre capacité financière vous permet de dépenser sur des loisirs, vous pourriez vivre au-dessus de vos moyens et vous retrouver avec un risque de découvert. Tentez de différer vos frais peu utiles et regrettables.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Votre intuition vous dit qu'un collègue n'est pas fiable, voire malhonnête. Vous hésitez à en faire part à votre hiérarchie. Par peur d'être mal perçu par vos collaborateurs, vous préférez vous taire. Vous rongez votre frein en le gardant à l'oeil.

Aujourd'hui vous pourriez être amené à déplacer de l'argent ou à régler une situation financière datant d'il y a quelques mois. Vous ne pourriez pas y échapper, même si ça ne vous enchante pas, autant solutionner le problème au plus vite.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des concessions sont à faire. Le poste actuel ne vous donne guère de satisfaction et vous avez l'impression de faire un travail d'exécution en vous oubliant. Une piste vers un nouveau poste peut venir de la part d'un collaborateur qui vous appuie.

Vous savez réaliser des économies avec des astuces en attendant que vos finances se stabilisent de nouveau. La prudence est recommandée pour préserver le budget et ne pas avoir de découvert avant la fin du mois. Les soldes ou du bricolage sont conseillés.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre dynamisme et votre efficacité ne trouvent pas de quoi s'exprimer. Aussi, vous déciderez de changer la donne ! Vous reverrez entièrement votre manière de travailler et proposerez de nouvelles idées à votre hiérarchie qui sera bien obligée de vous écouter !

Vous parvenez à faire fructifier vos ressources financières. Jupiter dans le secteur vous aide à mener votre barque. Mais si la chance peut vous sourire, n'en faites pas un principe acquis ! Uranus dissonant pourrait brutalement vous faire perdre une partie de vos gains.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Mars en Vierge vous met sous pression et votre activité demande d'être réactif. Vous devez être prudent quand vous parlez : vous êtes sec et autoritaire, car vous êtes pressé. La complicité professionnelle peut défaillir pour des questions de maladresse.

Si un ancien ami vous réclame de le dépanner financièrement, ne le faites pas de suite. Il est conseillé de ne pas prêter votre argent et de cesser de céder aux pulsions de dépenses. Neptune en Poissons vous incite à dépenser pour n'importe quel prétexte.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Sur le plan professionnel, Neptune vous annonce que vous sortez la tête de l'eau. Exit les petits tracassés, vous êtes bien décidé à aller de l'avant. Dorénavant, vous faites la part des choses, vous prenez le recul nécessaire, vous devenez optimiste.

Vous rappelez à votre employeur l'augmentation promise, de peur que votre accord ne passe aux oubliettes, mais pour l'obtenir, vous devrez redoubler d'efforts, pensez à votre compte en banque, apparemment on vous teste encore sur vos compétences.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Uranus votre planète, vous aide à aller de l'avant. Une petite part de risque est prise pour trouver un nouveau poste. Un appui inattendu devrait provenir d'un collègue. Vous lui inspirez confiance. Il voit vos potentiels et tente de vous appuyer.

Il est utile de faire des économies. Vous vivez au-dessus de vos moyens, car vous craquez facilement sur des articles. Des achats pourraient être sans importance ou être peu utiles. Une petite pause sur les dépenses serait utile et même nécessaire.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous prenez les choses en main et tenez le rôle de leader. Très intuitif, sous l'effet de Mercure vous insufflez des idées ingénieuses, et, coaché par Uranus, vous suggérez des modifications nécessaires à une meilleure organisation. Vous avez tout compris !

Côté budget, il serait bon de penser restructuration... Votre banque pourrait vous rappeler à l'ordre si vous dépassez un découvert autorisé ou si vous n'avez pas les fonds suffisants pour honorer un prélèvement. Restez vigilant.

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous